

# BULLETIN N°22

*Novembre - Décembre 2010*



# arom

amitié - réalité - outre-mer





amitié - réalité - outre mer

**BULLETIN N°22 | NOV. / DÉC. 2010**

<b>Éditorial : Un mauvais coup porté à l'Afrique</b>	<i>Raymond Césaire</i>	<b>2</b>
<b>Nous dialoguons avec... Jacques TOUBON</b> , Secrétaire général du Cinquantenaire		<b>3</b>
<b>Réflexions sur le temps passé et présent</b>		
Août 2010 à Dolisie... sur les traces de l'explorateur	<i>Christiane Hanauer-Dolisie</i>	<b>6</b>
L'Afrique centrale au cœur des cérémonies du 70 <sup>e</sup> anniversaire de la France libre	<i>R. Césaire</i>	<b>7</b>
L'engagement opérationnel de nos armées	<i>Général (2s) Gilbert Chavannes</i>	<b>10</b>
<b>Lu dans la presse et dans les revues</b>		<b>12</b>
● Géopolitique de l'Afrique de l'ouest : Diplomatie, affaires stratégiques et R.I.	<i>Martine Cuttier</i>	
<b>Vu à la télévision</b>		<b>12</b>
● « Afrique(s), une autre histoire du XX <sup>e</sup> siècle » d'Elikia M'Bokolo	<i>Michel Cuingnet</i>	
<b>Vu au cinéma</b>		<b>13</b>
« Hors la loi » de Rachid Bouchareb	<i>Bernard Laffitte</i>	
« Des Hommes et des Dieux » de Xavier Beauvois	<i>Florelle Chapelle</i>	
« Vénus noire » d'Abdellatif Kechiche	<i>Jean-Paul Martin</i>	
« L'Empire du milieu du Sud » de Jacques Perrin et Eric Deroo	<i>Raymond Césaire</i>	
« Benda Bilili » documentaire français de R. Barret et F. de la Tullaye	<i>Jean-Paul Martin</i>	
<b>Lu chez le libraire</b>		
« Un défi pour l'Afrique » de Wangari Maathai	<i>Michel Cuingnet</i>	<b>16</b>
« Le temps de l'Afrique » de Jean-Michel Séverino et Olivier Ray	<i>Raymond Césaire</i>	<b>17</b>
« L'Afrique n'attend pas » Hervé Bourges	<i>CADE</i>	<b>18</b>
<b>Expositions, conférences et colloques</b>		<b>19-28</b>
● Cernuschi, « Archéologues à Angkor », cent ans d'activités de recherche de l'EFEO ● Dapper : Angola, Figures de pouvoir ● Le synode des évêques du Moyen-Orient ● Cinquantenaire, AFD, Mairie de Paris : Développement et coopération : quelles perspectives ? ● Le XIII <sup>e</sup> Sommet de la Francophonie (Montreux, 22 au 24 octobre) ● Le Sommet Afrique-Europe de Tripoli ● Distinction des personnalités du cinquantenaire des indépendances africaines ● De Gaulle et la décolonisation de l'Afrique francophone subsaharienne ● Commémoration américaine des indépendances africaines, ou la conquête des futures élites ● Le 1 <sup>er</sup> Salon des auteurs africains de bande dessinée		
<b>Les dialogues d'AROM</b>		<b>29</b>
Quelques réflexions de nos lecteurs sur des sujets d'actualité ou déjà traités		
<b>Institutions et associations amies</b>	ADSOM, CADE, ARRI, I&M, ENFOM	<b>30</b>
<b>In memoriam</b>	Louis Richard, Pierre Vérin, Jean-Pierre Lacour, Claire Garreau	<b>32</b>

# UN MAUVAIS COUP PORTÉ À L'AFRIQUE

*Le refus de Laurent Gbagbo de reconnaître le résultat des élections et de passer la main au vainqueur est lourd de conséquences, non seulement pour la Côte d'Ivoire pour qui s'ouvrent des perspectives encore plus chaotiques, mais pour l'ensemble de l'Afrique et surtout de l'Afrique francophone à qui une transition démocratique apportait, après l'élection d'Alpha Condé en Guinée, une bouffée d'espoir.*

*Le professeur d'histoire qu'est M. Gbagbo, invoquant, lors de sa prestation de serment, le sacre de Napoléon qui, en 1804, avait modifié le protocole royal pour se couronner, en dit long sur son aplomb. Il rappelle davantage l'entêtement de Mugabe, que le défi lancé à l'époque à quelques familles régnautes. Il s'adresse aujourd'hui aux quelque deux cents pays, dont cinquante trois africains, qui sont membres des Nations Unies.*

*Quelle que soit l'issue de ce combat fratricide, le mal aura été fait pour l'Afrique et ne compensera pas de sitôt les espoirs mis dans une ouverture démocratique et de bonnes perspectives économiques sur le continent.*

*La communauté internationale qui s'était investie d'une façon à nulle autre pareille pour éviter les massacres et essayer de faire renouer la Côte d'Ivoire avec un minimum d'état de droit, se trouve, malmenée, à la croisée des chemins : ou, après avoir dit le droit avec une certaine autorité, elle s'investit davantage encore en inventant des solutions nouvelles pour favoriser le règlement de ce type de conflit, ce qui est loin d'être certain ; ou elle laisse l'Afrique et ses institutions régionales se débrouiller par elles-mêmes, jusqu'à ce qu'elles trouvent, fût-ce au prix de milliers de victimes, une solution « à l'africaine ». C'est ce que pensent sans doute beaucoup d'Africains, jugeant que les pays du nord développés les perturbent avec leurs principes et leurs règles de droit, héritage d'un passé commun dont ils voudraient s'affranchir. Ils savent pourtant pertinemment que, sauf à les appliquer au niveau de la famille ou du clan, de telles solutions ne résistent pas à la mondialisation.*

*Que les pays émergents prennent le relais de l'Europe en Afrique est certainement souhaitable comme l'a déclaré M. Kadhafi lors du Sommet Afrique-Europe de Tripoli. Cinquante ans après les indépendances, même si le pire n'est pas toujours sûr, davantage qu'un nouveau départ souhaité par la communauté francophone, c'est un nouveau cartiérisme que risque d'inspirer l'attitude de M. Gbagbo.*

Raymond Césaire

*Nous dialoguons avec...*

# Jacques TOUBON

*ancien Ministre, Secrétaire général du cinquanteaire des indépendances africaines*

**AROM : Monsieur le Ministre, maintenant que le programme du cinquanteaire s'achève, quel bilan tirez-vous de cette initiative et de ses réalisations qui étaient entourées au départ d'un certain scepticisme.**

Je serais tenté de dire, mission accomplie ! C'est vrai que préparer, lancer et coordonner dans des conditions difficiles un ensemble d'environ 250 manifestations très diverses en France comme à travers notre réseau diplomatique africain (conférences, expositions, musique, littérature, bande dessinée, publications d'ouvrages et d'articles, émissions télévisées et documentaires,...) avec un calendrier et un budget très serrés relevait un peu du pari. Heureusement, grâce à la forte mobilisation de ma petite équipe et à l'appui budgétaire d'un certain nombre de ministères, en particulier les affaires étrangères, la culture, la défense, l'enseignement supérieur, l'intérieur, les sports et l'immigration, le secrétariat général que j'ai été chargé d'animer, a pu faire de cette année du cinquanteaire un grand carrefour d'échanges et d'initiatives au service d'une nouvelle vision de la relation entre l'Afrique et la France. Je voudrais en particulier souligner la motivation et l'engagement, à mes côtés, des porteurs de projets, africains comme français, issus de la société civile, du secteur privé, de l'université, de la recherche, de la culture (notamment le musée du quai Branly), de l'administration, des col-

lectivités locales, en France comme en Afrique, et qui ont été d'ardents artisans du programme de manifestations qui a marqué l'année 2010. On ne saurait naturellement oublier de rappeler trois moments forts : le premier est sans conteste le défilé du 14 juillet, ouvert pour la première fois, par des contingents de militaires africains (hommes et femmes) issus des pays partenaires du cinquanteaire, point d'orgue du programme, journée d'émotion partagée et hommage solennel rendu à ces milliers de soldats noirs morts pour la France ; il est d'ailleurs important de rappeler que des militaires français ont également participé à des défilés dans certains pays africains, ce qui montre, s'il en était besoin, la force et la densité de notre histoire partagée et de notre culture commune.

Il y a eu également la rencontre du 13 juillet entre le Président de la République et ses homologues africains autour d'un déjeuner de travail consacré à des sujets de fond, déterminants pour l'avenir du continent. Il y a eu bien sûr d'autres moments forts au cours de cette année, notamment la récente cérémonie à la Sorbonne au cours de laquelle 28 personnalités africaines, sélectionnées par un jury, ont été distinguées pour leur engagement en faveur notamment des droits de l'homme.

Il y a eu enfin cette formidable mobilisation et prise de conscience des « diasporas africaines » qui ont su, fortes de leur diversité, de leurs



Conseiller d'Etat honoraire, Ministre de la Culture et de la Francophonie entre 1993 et 1995 puis Ministre de la Justice entre 1995 et 1997, il fut conseiller auprès du Président de la République de 1997 à 1998. Licencié en droit, ancien élève de Sciences po Lyon et de l'Ecole nationale d'administration, il a été membre du corps préfectoral avant d'officier, de 1968 à 1976, au sein de plusieurs cabinets ministériels (Outre-Mer, Relations avec le Parlement, Agriculture, Intérieur, Premier Ministre). Député de Paris à l'Assemblée Nationale de 1981 à 1997, Président de la Commission des Lois (1986-1987), il a également été maire du XIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris de 1983 à 2001 et Conseiller de Paris de 1983 à 2008. Député au Parlement Européen de 2004 à 2009 et Président du Fonds Eurimages du Conseil de l'Europe (2002-2009). Il est également Président du Conseil d'Orientation de la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration qui a ouvert ses portes le 10 octobre 2007 et Secrétaire Général du Cinquanteaire des Indépendances Africaines en 2010.

compétences et de leurs initiatives, donner à ce cinquantenaire une dimension particulière et je garderai un vibrant souvenir de cette grande rencontre, le soir du 14 juillet, à la mairie du XV<sup>e</sup>, avec plus d'un millier de membres de cette communauté qui ont pu et su s'exprimer avec intelligence et ouverture sur le sens à donner au cinquantenaire dans notre république.

Le cinquantenaire devait être d'abord celui des 14 pays africains concernés et ils ont joué le jeu, dans les capitales au moment de leur fête nationale, mais aussi dans des villes secondaires, pour faire partager au plus grand nombre la réflexion autour du cinquantenaire, son sens pour le pays, ses exigences pour l'avenir. Les milieux scolaires, universitaires, professionnels, administratifs, associatifs, relayés par les médias, ont eu l'occasion d'échanger leurs expériences et de confronter leurs idées, notamment entre les anciens et les jeunes. Des colloques comme ceux qui se sont déroulés à Dakar, Libreville, Brazzaville, Bamako ou Cotonou ont pu regrouper les plus brillants intellectuels des quatorze pays. En France, ce sont de grandes villes comme Bordeaux, Lyon, Lille, à la vocation africaine affirmée, qui ont mobilisé compétences et ressources pour organiser d'importantes manifestations. Cette implication des collectivités locales françaises, dans le cadre du cinquantenaire, a pris tout son sens en associant des élus africains à l'occasion du récent congrès des maires de France, pour mettre à l'honneur 50 ans de coopération décentralisée, facteur de développement et de démocratie de proximité.

Mais le cinquantenaire ce fut également l'occasion de célébrer le 70<sup>e</sup> anniversaire de l'appel du 18 juin et de l'installation de la France libre à Brazzaville, par le Général de Gaulle ; c'est aussi le 40<sup>e</sup> anniver-

saire de la création de l'organisation de la Francophonie sur laquelle nous fondons beaucoup d'espoir aux plans politique, économique et culturel afin de préserver ce capital commun qu'est la langue française et une certaine vision du monde et de la solidarité.

Les manifestations ne sont d'ailleurs pas terminées et certaines comme un colloque sur de Gaulle et l'Afrique et une exposition photographique prendront place dans les prochains jours. En Afrique même, de nombreuses initiatives, notamment en matière de patrimoine (à travers la valorisation des archives) et de musées se poursuivront. Je suis d'ailleurs frappé de voir combien, dans certains pays, le Sénégal, le Mali, le Bénin, le Congo, le Burkina, le Gabon, pour ne citer que ceux-là, on tient à cette histoire partagée, à ces 50 années d'un partenariat qui a beaucoup évolué, avec ses hauts et ses bas, à une sorte de lucidité partagée, à la préservation de ce capital de mémoire à investir dans une réflexion au service de la préparation de l'avenir, celui de relations ouvertes et décomplexées entre la France et l'Afrique, continuent plus que jamais incontournables.

L'année 2010 aura donc été extrêmement riche en rencontres, découvertes, dialogues, débats, visites en Afrique, productions audiovisuelles, documentaires, littéraires, ... initiatives qui ont contribué, on peut le dire, à faire évoluer le regard porté jusqu'à une époque récente, sur l'Afrique, ses peuples, ses capacités, sa place et son rôle dans un avenir qui s'annonce plein de défis à relever pour le monde, mais également pleines de promesses et de chances à saisir.

Face à la force comme à l'originalité des liens qui nous unissent à l'Afrique et forts du triple message de la France fait de fidélité, d'amitié et de solidarité, les quelques réti-

cences et sentiments de perplexité exprimés ici ou là ne sont que peu de poids.

J'ai donc le sentiment, pour ne pas dire la conviction, qu'il était tout à fait légitime, en France, de marquer ce cinquantenaire des indépendances africaines, en y associant en particulier les associations d'africains et de franco-africains qui vivent et travaillent dans notre pays, pour bien montrer le caractère spécifique de notre histoire partagée mais aussi et surtout notre communauté de destin dans un contexte de mondialisation en crise où la solidarité faite d'exigences mutuelles est la meilleure réponse aux défis qui se profilent.

**AROM : Alors, Monsieur le Ministre, satisfait ?**

Oui, mais comme je vous l'ai dit dès le début, et l'année qui tend vers sa fin le confirme, je vois davantage dans cette commémoration du cinquantenaire l'occasion d'un nouveau départ. Ce n'est pas à vous que je rappellerai les données sur les tendances démographiques de l'Afrique, sur la part de la jeunesse de l'Afrique. Avec leur population jeune qui comptera près d'un milliard sur deux, leurs richesses naturelles, les millions d'hectares de terres cultivables pour nourrir le monde, avec l'histoire et surtout la langue que nous avons en commun, ces quatorze pays d'Afrique et ceux qui se sont ajoutés à eux sont une chance pour la France et pour l'Europe. Nos concurrents et partenaires au G20 savent déjà qu'avec des taux de croissance entre 5 et 10% et 2 milliards d'habitants à l'horizon 2050, l'Afrique constitue un formidable réservoir de vitalité pour une Europe vieillissante. D'autres partenaires comme les BRIC l'ont également vu. L'idée du Président de la République de faire de l'Afrique

un partenaire majeur de la gouvernance mondiale et notamment au sein du G20, est tout à fait nécessaire et légitime. Après le cinquantenaire, une nouvelle opportunité s'offre à nous, sachons la saisir, forts de la proximité que nourrit une histoire largement partagée.

Oui, l'Afrique va déterminer largement l'avenir du monde. Et il est essentiel, pour en mesurer les enjeux et les potentiels, que l'Afrique soit mieux connue de la jeunesse de France, d'où la nécessité de faire de l'histoire précoloniale et coloniale de l'Afrique, du processus des indépendances et de ces 50 années de développement, une part de notre propre histoire.

**AROM : Le maintien d'un Ministère de la Coopération vous paraît-il être une décision qui va dans le sens de l'importance que nous continuerons à donner à l'Afrique et à ces quatorze pays.**

Certainement, j'y vois un engagement et je note avec satisfaction qu'il coïncide avec les progrès très sensibles qui viennent d'être accomplis dans plusieurs pays sur le chemin de la démocratie avec la tenue d'élections exemplaires. Il faut encourager ces avancées et permettre à chacun de ces pays de trouver sa voie de développement.

Je ne peux qu'exprimer ma satisfaction de constater que le Président de la République, en cohérence avec ses positions sur la place et le rôle de l'Afrique exprimés tout au long de l'année 2010, a décidé de nommer un ministre plein. M. de Raincourt saura, j'en suis convaincu, au moment même où il vient de présenter le projet de budget de notre action extérieure devant le Parlement, défendre les intérêts de l'Afrique et jeter les bases d'un nouveau partenariat franco-africain.

Il est toutefois un élément de préoccupation, celui de la Côte

d'Ivoire où la situation actuelle de bicéphalisme présidentiel, à la suite d'élections sur lesquelles nous fondions des espoirs d'une transition heureuse et responsable, est porteuse de grands dangers pour ce pays comme pour le reste de l'Afrique. Je fais partie de ceux, très nombreux, qui espèrent que la légitimité des urnes triomphera, je veux dire celle soutenue par l'Union Africaine, la France, les Etats-Unis, l'OIF et tant d'autres.

Ce serait un dénouement tragique qu'en cette fin d'année et du cinquantenaire des indépendances africaines, la Côte d'Ivoire sombre à nouveau dans la division et les déchirements de tous ordres. Il y a là un impérieux devoir de lucidité et de responsabilité qui s'impose.

**AROM : Dans quels secteurs voyez-vous se bâtir les nouveaux rapports franco-africains ?**

La plupart des pays africains ont des ressources agricoles, forestières ou minières. Il faut donc accompagner au mieux les efforts de valorisation sur place, dans le cadre de politiques de relance de la croissance intégrant les préoccupations du développement durable et la promotion des énergies renouvelables. Dans la mondialisation, ce sont de plus en plus les avantages comparatifs du moment qui comptent. Il faut les faire jouer au profit d'une main d'œuvre jeune et abondante qui progressera d'autant plus vite qu'elle sera bien formée aux métiers d'avenir. La relance de l'agriculture à des fins d'autonomie vivrière et de grandes infrastructures économiques et sociales, des entreprises engagées dans un partenariat rénové, notamment avec la RSE (responsabilité sociale et environnementale), tournées vers le développement durable de grandes richesses et les nouvelles technologies, notamment celles de

l'information, voilà qui devrait permettre de combler, en une ou deux décennies, le retard pris sur l'Asie ou d'autres continents. Mais de telles orientations exigent un effort particulier en matière d'intégration régionale, d'amélioration générale du climat des affaires sans oublier des progrès en matière d'éthique professionnelle et personnelle. J'ajoute que l'avenir de l'Afrique ne peut se concevoir sans une prise en compte, à tous les niveaux, du rôle de la culture dans la diversité de ses expressions comme facteur de renforcement des identités et de création de richesses et d'emplois. Bien entendu, une attention particulière devra être accordée au rôle de la femme dans tout le processus de développement et de rénovation des structures, instruments politiques et mentalités, si l'Afrique veut pouvoir s'imposer rapidement comme partenaire incontournable dans la bataille pour l'émergence qu'elle a engagée.

De manière générale, la France doit investir en Afrique. 2010 a marqué un tournant dans le sens du progrès. Nos relations doivent continuer à favoriser cette incontestable dynamique qui permettra à terme la constitution d'un véritable pilier Afrique-Europe dans le nouvel ordre mondial. ■



*Août 2010 à Dolisie...*

*Sur les traces de l'explorateur*

## Albert Dolisie

Christiane Hanauer-Dolisie

***Depuis toujours, le Congo Brazzaville interpelle ma famille car la troisième ville du pays porte le nom de mon grand père Albert Dolisie. Très simplement, nous étions fiers de ce lieu mythique... mais si loin... Le temps passait et demeurait le rêve d'aller saluer un jour ces Doli-siens inconnus mais chers à notre cœur, jusqu'au jour où un heureux concours de circonstances allait nous y conduire.***

C'est fortuitement que mon fils, Bertrand, rencontra à Alger le chef d'une délégation congolaise qui fut sensible au nom de Dolisie. Une rencontre à Paris allait confirmer l'intention de nous inviter au Congo à l'occasion des fêtes du Cinquantenaire, invitation confirmée quelques jours plus tard par une lettre du Président Denis Sassou Nguesso et du Ministre du tourisme, Mathieu Martial Kani.

C'est ainsi que le 11 août nous débarquions à Brazzaville, accueillis par Guy Mafimba et Patricia Tendelet qui allaient nous accompagner tout au long de notre séjour, ajoutant un attrait supplémentaire à notre amicale visite.

Le 14 août, au cours d'une cérémonie de « restitution des actes » au Stade Massamba-Débat, nous avons remis au Président de la République un ouvrage contenant les copies des correspondances et traités négociés avec les chefs coutumiers de l'époque par Albert Dolisie. La soirée qui suivit fut très réussie grâce à une chorégraphie haute en couleur et un somptueux feu d'artifice.

Le dimanche 15 août, nous avons assisté au grand défilé du boulevard des armées auquel étaient présentes toutes les autorités y compris le Makoko de Mbé qui reçut, selon la tradition, « notre hommage ».

Le lundi 16 août, nous nous envolons vers Dolisie avec le sénateur François Luc Makosso, le Ministre d'Etat Isidore Mvouba, son conseiller Florent Niama et son photographe Dimitri Schmautz. Le Maire de Dolisie, M Dibouilou nous attendait à l'aéroport avec une délégation de la municipalité. Située dans le Niari sur un plateau bordé de collines, sur le tracé du CFCO, Dolisie est une jolie petite ville

qui devrait connaître un renouveau avec la construction en cours de la route goudronnée, Pointe Noire Brazzaville. Un autre projet de Ouesso vers le sud devrait également passer par Dolisie. Notre première visite nous conduisit sur les hauteurs de la ville pour découvrir une jolie maison construite dans les années 1920, avec une dimension suffisamment importante pour pouvoir envisager de la transformer en Musée. De cet emplacement, la vue sur la région est superbe. Nous sommes allés ensuite contempler le baobab mythique dit « l'arbre de Brazza » au pied duquel Albert Dolisie aura sûrement posé sa tente en 1884, à l'orée de la forêt du Mayombe qu'il fut le premier explorateur français à traverser. Il ouvrit ainsi la voie par terre Pointe Noire Brazzaville, qui devait permettre un transport de marchandises beaucoup plus court que la voie de l'Ogooué chère à Brazza, mais si longue et pleine d'embûches. Plus loin encore, nous avons abordé l'inextricable forêt du Mayombe dans laquelle un chemin de randonnée touristique pourrait être ouvert aux amateurs de sensations authentiques et inattendues.

Le 17 août, une réunion de travail se tenait à la Mairie afin de mettre en place le projet du Musée, dossier qui sera soumis pour accord et approbation au Président de la République par son ministre. L'après-midi fut marquée par la visite d'une exposition de documents concernant Albert Dolisie, précédée par l'accueil endiablé de danseuses d'une troupe pleine de gaîté. Le verre de l'amitié fut partagé. La journée se clôtura par une messe célébrée en l'église Saint Paul à la mémoire d'Albert Dolisie et à l'amitié entre le Congo et la France.

Nous avons bien réalisé le côté très extraordinaire de notre voyage. Quel autre pays que le Congo a su faire la relecture de son histoire en s'affranchissant des zones d'ombre pour ne retenir que le souvenir de figures exceptionnelles telles qu'un Brazza, de Chavannes, Dolisie et bien d'autres que je ne puis citer et qui oeuvrèrent dans ce pays en totale harmonie avec les idées de leur chef.

Cette visite fut évidemment suivie avec beaucoup de gentillesse par l'Ambassade et abondamment couverte par les médias locaux. Nous restons sous le charme d'une population congolaise chaleureuse et amicale qui, en peu de jours, semblait nous avoir adoptés.

Cette Afrique a pris notre cœur et à l'instar d'un auteur, j'ajouterai que « les flamboyants n'étaient pas en fleurs, les mangues en devenir... Il nous faudra revenir ! » ■



Né en 1856, originaire de Mutzig dans le Bas-Rhin, polytechnicien (tout comme son père alors lieutenant colonel d'artillerie à la retraite), Albert Dolisie a 27 ans lorsqu'il rejoint la mission de l'Ouest Africain et embarque sur le Précurseur aux côtés de Pierre Savorgnan de Brazza.

Ce voyage marque le début de sa carrière coloniale, qui allait durer 16 ans. À bord de l'Oriflamme, il rejoint le lieutenant de Vaisseau Robert Cordier et son Sagittaire

à Loango avant de « s'attaquer à la traversée de la forêt du Mayombe, de franchir les monts Cristal et de foncer sur le cours moyen du Niari-Kouilou ». Il s'engage ensuite dans la Sangha, occupe la rive gauche de l'Oubangui et fonde le poste de « Domino N'Kounja ».

Promu administrateur de première classe en 1888, il est nommé Lieutenant Gouverneur du Congo français le 27 avril 1894. Epuisé et malade, il rentre en France en janvier 1899 où il décède le 21 à Orléans à 43 ans.

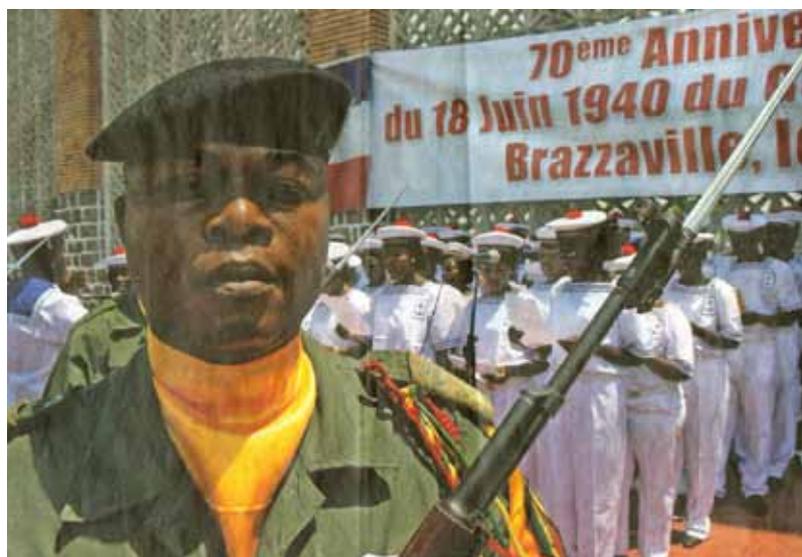
# *L'Afrique centrale au cœur des cérémonies du 70<sup>e</sup> anniversaire de la France libre*

**Commémoration, par la Fondation Charles de Gaulle, du ralliement de l'Afrique centrale à la France libre**

Raymond Césaire

*Comme elle l'avait fait à Londres pour commémorer le soixante-dixième anniversaire de l'appel du 18 juin, la Fondation Charles de Gaulle a effectué, du 25 au 30 octobre, un voyage dans les trois pays de l'Afrique centrale, Tchad, Cameroun et Congo pour commémorer leur ralliement à la France libre en août 1940 et l'institution à Brazzaville, en octobre 1940, d'un « Conseil de Défense de l'Empire ». La Fondation, qui a bénéficié de l'appui du gouvernement français pour son voyage et dont l'hébergement était pris en charge sur place par les gouvernements locaux, a reçu partout un accueil chaleureux.*

Conduite par Antoine Dupont-Fauville, ancien Conseiller du Général de Gaulle et Secrétaire général de la Fondation (qui est présidée par Pierre Lefranc), la représentation officielle était assurée par Jacques Toubon, Secrétaire général du Cinquantenaire des Indépendances, le Général Bruno Cuche, ancien chef d'Etat-major de l'Armée de terre et actuel Gouverneur des Invalides, Anne de Larouillère, petite fille du Général, Charles de Hauteclocque, fils du Maréchal, Jean Méo, ancien Secrétaire général de la Fondation, Frédéric Salat-Baroux, ancien secrétaire général de la Présidence de la République et le Général Kessler, Directeur général de la Fondation, accompagné de plusieurs collaborateurs. Une soixantaine de personnalités faisait partie de la délégation elle-même, parmi lesquelles deux anciens ministres, Jacques Godfrain et Maurice Ligot, d'éminents universitaires, et les présidents ou représentants des associations des français libres, des médaillés et résistants, de l'ordre de la Libération, l'adjoint au gouverneur militaire de Paris, le Directeur du Musée de l'Armée et le Directeur du mémorial Charles de Gaulle de Colombey-les-deux-églises. Le général Pierre Lang, Président de la



Fédération des anciens d'Outre-mer et anciens combattants des Troupes de marine qui soutient les anciens combattants et les « maisons » qu'ils ont créées et maintenues parfois avec beaucoup de difficultés dans différents pays de notre ex-empire colonial, devait prendre également une part active à ces cérémonies.

Une vingtaine de journalistes représentait la presse et les radios et télévisions, tandis qu'Eric Deroo et Antoine Champeaux, se retrouvaient aux côtés des services de communication de la Défense et des armées. Mais l'originalité du déplacement tenait aussi de la présence d'un détachement du Régiment de Marche du Tchad (RMT), de la musique de la Brigade Blindée d'infanterie de Marine et de seize jeunes officiers africains de nos écoles militaires (parmi lesquels les petits-fils de deux des présidents). Le Président d'AROM et son épouse avaient été aimablement conviés à participer à ce déplacement de quelque deux cents personnes.

Les différentes étapes se sont déroulées selon un même rituel : cérémonie initiale aux monuments aux

morts et aux figures légendaires qui ont fait l'histoire de la France libre dans les trois pays, monument Eboué-Leclerc au Tchad, monument Leclerc-Eboué à Yaoundé, monuments du général de Gaulle et d'Eboué à Brazzaville. Après les honneurs et dépôts de gerbes, le général Cuche a fait revivre et présenté l'ordre du jour de ces trois journées « les trois glorieuses » qui, en août 1940, ont permis de rallier les trois territoires à de Gaulle.

De très nombreux anciens combattants et, à Yaoundé, le dernier compagnon du colonel Leclerc, ont participé à ces cérémonies. L'une des cérémonies la plus simple et émouvante fut l'inauguration de la maison du combattant de N'Djamena réhabilitée avec l'appui de la Fédération française. Située à deux pas du marché, donnant sur une cour ombragée, cette maison modeste a vu ses murs intérieurs décorés de peintures naïves retraçant l'épopée de la France libre. Une douzaine de tableaux illustre comment, après avoir échoué devant Dakar, la France libre connut son premier ralliement à Fort-Lamy avec Eboué et à Douala avec l'audacieuse initiative du commandant Leclerc, avant de se constituer en octobre en Territoire français à Brazzaville. L'épopée de la 2ème DB de Koufra à la libération de Paris en passant par le mont Cassin et le débarquement de Provence rappelle le lourd tribut payé par ces soldats pour leur seule patrie, la France.



Au Tchad, après un dépôt de gerbe au monument Eboué-Leclerc, le Président Idriss Deby Itno a présidé une prise d'armes franco-tchadienne et prononcé, au cours d'un déjeuner offert à la délégation (en réponse à des propos de circonstances de son Président), un discours quelque peu inattendu. Rappelant le prix qu'avait représenté pour son pays l'effort de guerre et les souvenirs parfois douloureux de la colonisation, il a formulé le souhait de récupérer le patrimoine d'archives coloniales sur les grands empires du Ouaddaï et du Kanem-Bornou (qui avaient autrefois occupé le territoire du Tchad) et aurait pu être emporté au moment de l'indépendance. Il a également émis l'espoir de voir la ville de N'Djamena être faite « compagnon de la libération »

(on sait que l'Ordre a été clos par le décès du général de Gaulle le 9 novembre 1970).

Débutant cette étape tchadienne à dominante militaire, s'est tenue le soir de notre arrivée une réception chez l'Ambassadeur de France Bruno Foucher, à laquelle ont assisté plusieurs membres du gouvernement et des représentants de la colonie française. Cette réception a donné l'occasion d'inaugurer l'exposition itinérante sur « de Gaulle et l'Afrique » amenée à accompagner la visite de la délégation dans chacun des pays.

A Yaoundé, en l'absence du Président Biya, en voyage à l'étranger, mais qui avait visité la Fondation Charles de Gaulle le 15 juillet dernier à Paris, le Secrétaire général de la présidence, M. Laurent Esso, a présidé la cérémonie militaire entouré de tous les dignitaires militaires avant d'offrir un vin d'honneur à la délégation. Il devait également être présent avec la plupart des membres du gouvernement chez l'Ambassadeur Bruno Gain et son épouse, pour inaugurer l'exposition sur « De Gaulle et l'Afrique ».

Outre les cérémonies officielles, qui ont permis de rappeler que le Cameroun n'avait jamais été une colonie mais un territoire sous mandat, la délégation a offert une réception pour la communauté française de Yaoundé. Cette très sympathique soirée au « Club France » – qui anime depuis des décennies des relations toujours très amicales avec le pays hôte – a été l'occasion de rencontrer quelques-uns des deux mille Français de la place.

La délégation s'est scindée le lendemain en deux



M. Antoine Dupont-Fauville et le Président de la République Idriss Déby Itno à la prise d'armes franco-tchadienne (Ph. I. Izzo)

groupes, le premier pour visiter la ville qui, dans son magnifique site, compte aujourd'hui de plus de trois millions d'habitants, le second allant découvrir un intéressant centre de protection de gorilles et chimpanzés au parc de la Mefou.

Brazzaville a offert les plus longues cérémonies qui ont débuté le premier jour par un circuit touristique historique comprenant la visite du mausolée de Pierre Savorgnan de Brazza fondateur de la ville, celle de la salle où s'était déroulée, en janvier 1944, la fameuse « Conférence de Brazzaville » (transformée aujourd'hui en centre d'essai de théâtre) avec une arrivée à la « Case de Gaulle », résidence de l'Ambassadeur de France Jean-François Valette et de son épouse, appréciée comme un havre de paix en fin de circuit. L'Ambassadeur s'est fait l'historiographe de cette remarquable construction érigée sur un site exceptionnel, dominant le « Stanley pool » et la ville de Kinshasa, située à moins de deux kilomètres de l'autre côté du fleuve. Les travaux de sécurisation de la résidence récemment effectués n'ont pas trop altéré les lieux.

Conçue par un Jeune architecte fraîchement diplômé et débarqué de Londres, Roger Errell, la « Case de Gaulle » fut construite en deux ans entre 1940 et 1942. Avec ses beaux volumes, elle fait penser au palais de Chaillot, référence architecturale de l'époque. Elle donna par la suite le ton à plusieurs édifices de la ville. Le Général l'occupa pour cinq ou six brefs séjours entre 1942 et 1958. Comme elle lui avait été offerte par les Français libres, il en fit don à l'Etat français et elle devint résidence de l'Ambassadeur de France au moment de l'indépendance du Congo, l'abbé Fulbert Youlou, premier Président, s'installant dans le palais du Gouverneur général.

Outre un fusil qui aurait été offert à Savorgnan de Brazza, l'Ambassadeur fit découvrir à ses visiteurs la réplique de la pépite de quelque cinq cent grammes d'or, baptisée « Africa » en raison de sa forme, offerte au Général par les Français libres.



A Yaoundé, le 27 octobre, Prise d'armes au monument Leclerc-Eboue avec le Secrétaire de la Présidence de la République, Laurent Ezzo, l'Ambassadeur de France, Bruno Gain, Charles Hauteclouque et le général Bruno Cuche

La journée du 29 octobre débuta par une cérémonie militaire au « square de Gaulle », suivie par une autre devant la statue d'Eboué à côté du stade qui porte son nom. Une messe célébrée par l'Archevêque en présence de l'épouse du chef de l'Etat à la basilique Sainte Anne, magnifique édifice dédié à la fille décédée du Général de Gaulle a terminé la matinée. Elle a donné l'occasion à la petite fille du Général de remettre à la basilique une statue de la sainte qui porte son nom. Puis l'Ambassadeur de France et son épouse offrirent une magnifique réception à la Case de Gaulle en présence de la communauté française et de nombreuses personnalités congolaises dont plusieurs membres du gouvernement.

Dans l'après-midi, le président Sassou N'Gusso assista avec plusieurs ministres et les membres des bureaux des Assemblées à la conférence de Frédéric Salat-Baroux sur « de Gaulle visionnaire d'un monde multipolaire ». Dans la soirée, il devait passer plus d'une heure avec la délégation au cours d'une réception qu'il donna dans ses très belles installations du quartier du plateau.

La présence du détachement militaire français avec sa musique et celle de jeunes officiers africains des Ecoles qui ont pris part aux cérémonies à côté de leurs homologues des trois pays ont donné lieu à de nombreux témoignages de confraternité et d'amitié. Partout la presse et la télévision ont rendu compte en termes chaleureux de cette visite venue rafraîchir le souvenir d'une histoire commune que personne ne renie et que les plus jeunes découvrent. A Brazzaville, « l'omniprésence de De Gaulle », que signale le Figaro dans une pleine page de son édition du 2 novembre, aura connu ses limites, en dépit des larges avenues, dans les encombrements du centre ville. ■

SE le Président de la République du Congo et Madame Denis Sassou Nguesso entourés de Jacques Toubon et Antoine Dupont-Fauville assistant le 29 octobre à la conférence de Frédéric Salat-Baroux à l'Assemblée nationale.

# L'ENGAGEMENT OPÉRATIONNEL DE NOS ARMÉES

Général (2s) Gilbert CHAVANNES

*AROM a fait très régulièrement le point depuis la publication il y a deux ans du Livre blanc sur la Défense de la restructuration, réorganisation et redéploiement de nos forces armées. L'accord passé avec les Britanniques le 3 novembre dernier dans le domaine du nucléaire militaire, tout à fait novateur si l'on se réfère à un passé lointain, mais néanmoins dans la ligne du sommet des 3 et 4 décembre 1998 de Saint Malo entre Jacques Chirac et Tony Blair, de même que et les décisions prises et les consultations qui se sont déroulées avec le Président de Russie lors du récent sommet de l'OTAN de Lisbonne, montrent combien, en quelques années, les aspects militaires de la géostratégie mondiale ont changé. Si tout le monde constate que le plus gros risque nucléaire vient désormais d'Asie, celui du terrorisme international se propage selon des modalités face auxquelles nous nous sentons largement impuissants. La France, dont le Président a fait appel à un des poids lourds de notre vie politique pour suivre ces questions, se trouve au centre d'un ensemble de problèmes géostratégiques et militaro-industriels qui concernent aussi bien notre territoire et ses prolongements ultra-marins que sa place de puissance nucléaire dans le monde. A son échelle, l'Armée française, modeste dans ses effectifs mais avec des matériels performants, s'efforce de continuer à relever le défi de sa nouvelle donne.*

Sous le signe de l'économie et du pragmatisme, la réforme de la Défense de notre pays, prescrite par le Livre Blanc de 2008, a déjà sensiblement transformé nos forces armées. C'est ainsi que les effectifs de l'Armée de Terre, réduits à moins de 110 000 hommes aujourd'hui, n'en compteront plus que 94 000 en 2014<sup>1</sup>. D'autre part, la mutualisation du soutien et de l'administration de l'ensemble des forces ne sera finalement prise en charge que par 56 bases de défense dont 18 sont actuellement ouvertes. Enfin, la livraison d'armements modernes suit son cours en tenant compte des retours d'expérience. L'accent reste prioritairement placé sur l'engagement opérationnel de nos forces.

En effet, tandis que quelque 8 000 hommes, dont 5 000 en alerte « Guépard », se tiennent prêts à intervenir en métropole ou à partir de la métropole, les forces de souveraineté dans notre Outremer, les forces de présence au Cap Vert, au Gabon, à Djibouti et aux Emirats Arabes Unis et les forces en opérations bilatérales ou multinationales veillent en sentinelles vigilantes à l'extérieur de l'hexagone. Aux 31 000 hommes ainsi déployés hors de France, s'ajoutent 43 navires de la Marine et 75 appareils de l'armée de l'air.

## Dans l'Armée de Terre

C'est en Afghanistan où l'on fait le plus grand effort tant en effectifs qu'en renouvellement des équipements et des armes. Sur ce théâtre ont déjà été livrés notamment :



- des drones DRAC pour le renseignement au contact<sup>2</sup>
- des « Buffalo », engins du Génie pour l'ouverture des itinéraires;
- des VAB équipés du tourelleau 12,7 mm téléopéré;
- les nouveaux VBCI ou véhicules blindés de combat d'infanterie;
- les tenues « Félin » ou fantassin à équipements et liaisons intégrés<sup>3</sup>
- les gilets pare-balles ergonomiques de nouvelle génération.

Les troupes au sol y bénéficient également du puissant appui des canons automoteurs de calibre 155mm « Caesar » et des hélicoptères d'attaque « Tigre ». Il y a là, depuis 2 ans, un bond qualitatif et quantitatif qui donne à nos groupements tactiques interarmes (GTIA) et à nos équipes de liaison auprès de l'armée afghane (OMLT<sup>4</sup>) une plus grande sécurité et une plus grande marge de manœuvre auprès des populations... au grand dam de Ben Laden, semble-t-il !

2 Renforcés par les drones « Harfang » de l'Armée de l'Air qui fournissent en temps réel leurs images vidéo pour les troupes déployées sur le terrain.

3 22 500 tenues « Félin » ont été commandées

4 Operational Mentoring Liaison Team

1 à comparer avec les 665.000 en 1962 (fin de la guerre d'Algérie).



BPC Mistral

## Dans la Marine

L'avarie électrique du porte-avions « Charles de Gaulle » n'a rien eu d'anormal après une longue croisière mondiale réussie mais elle permet de souligner de nouveau l'intérêt de disposer au moins de deux porte-avions afin d'assurer une permanence aéronavale sur les océans. L'utilisation croisée des porte-avions avec les britanniques pourrait y remédier dans l'avenir si ce projet se concrétise.

Cependant, trois armements renforcent considérablement nos forces navales. Tout d'abord, « assurance vie de la nation dans un monde incertain » a rappelé le Président de la République, Chef des Armées, la force océane stratégique accueille en cette fin d'année, son quatrième sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE), « le Terrible » aux côtés du « Triomphant », du « Téméraire » et du « Vigilant ». En outre, la marine a reçu les deux premiers hélicoptères de manœuvre NH90 qu'elle a baptisés « Caïman ». D'ici 2021, 27 « Caïmans » lui seront livrés et remplaceront les « Super Frelons » déjà en musée et les « Lynx » pour la lutte anti-sous-marin et anti-navires, le transport et le secours en mer.<sup>5</sup>

Enfin, le bâtiment de projection et de commandement (BPC) « Mistral » a largement prouvé ses capacités de bâtiment amphibie, centre de commandement, navire hôpital et porte-hélicoptères. On sait que, fin 2009, les Russes ont posé leur hélicoptère lourd KA52 sur le « Mistral » et souhaitent acquérir ce type de navire. De son côté, le « Tonnerre » jumeau du « Mistral » a, de mars à juillet, rempli avec succès en Méditerranée et dans l'Océan Indien les missions encore dévolues l'an dernier à feu le navire-école « Jeanne d'Arc ». Escorté par la frégate anti-sous-marin « Georges LEYGUES », ce BPC, avec 650 hommes à bord dont un groupement tactique embarqué de la 9<sup>e</sup> BLBMA<sup>6</sup>, a notamment participé à près de 1 000 km des côtes somaliennes à la lutte contre la piraterie en neutralisant 30 pirates et une demi-douzaine de skiffs. Un troisième BPC, le « Dixmude » en construction devrait être livré en 2012. Au final, 4 BPC sont prévus.

5 Pour le secours maritime 2 hélicoptères EC.225, viennent aussi de lui être livrés

6 9<sup>e</sup> Brigade légère blindée de Marine.



Airbus A400 M

## Dans l'Armée de l'Air

L'aviation de chasse composée de « Mirage 2000 » et de « Rafale<sup>7</sup> » se renforce progressivement et continuera à monter en puissance si l'on n'en retarde pas les programmes de modernisation et de livraison. En fait c'est le transport aérien qui pose problème, l'A400-M d'Airbus Military ne devant pas être livré avant 2013. Solution palliative : 10 Transall N G et 8 cargos légers Casa CN 235 ont été commandés.

Il importe cependant de signaler la création le 1<sup>er</sup> septembre dernier du « Commandement Européen du Transport Aérien » à Eindhoven aux Pays-Bas. La France avec 60 appareils, l'Allemagne avec 80, la Belgique avec 20 et les Pays-Bas avec 10 vont y participer activement dès le 1<sup>er</sup> janvier 2011. Cette décision, de nature à rendre moins critique le problème de la flotte du transport, marque aussi et surtout un nouveau pas vers l'Europe de la Défense.

En ce siècle de la communication et de l'interaction, nos forces armées ont donc adopté une posture éminemment opérationnelle en pratiquant de plus en plus la coopération interarmes, interarmées et internationale. Le renforcement de nos liens avec l'OTAN est un bon exemple.

Dans ce contexte, la transformation de notre armée, autrefois de masse, en une armée professionnelle, réduite mais performante, devrait se poursuivre sans interruption jusqu'en 2020.

Remettre en cause les programmes planifiés de modernisation sans tenir compte de l'énorme effort de restructuration et d'économie ou bien, comme si souvent au 20<sup>e</sup> siècle, se servir inconsidérément du budget de la Défense comme variable d'ajustement du budget général, serait mettre en danger la réforme en cours et donc affaiblir la défense de notre pays et de nos intérêts dans le monde. ■

7 La formation des pilotes de Rafale de l'Armée de l'Air et de la Marine est désormais commune.



## Lu dans la Presse

### « Géopolitique de l'Afrique de l'ouest » Diplomatie, affaires stratégiques et...

La revue *Diplomatie, affaires stratégiques et relations internationales*, consacre un numéro 12, hors série, pour juin-juillet 2010, à la « géopolitique de l'Afrique de l'ouest ».

Les auteurs esquissent un bilan de la situation de l'Afrique de l'ouest en cette année de cinquantenaire des indépendances.



Une première partie est consacrée à « l'histoire et aux sociétés ». Si les principaux empires ayant existé avant la colonisation sont évoqués, il manque l'empire toucouleur des Tall et celui de Samory Touré. La traite négrière reste limitée à la partie triangulaire comme si les auteurs ignoraient les travaux d'Olivier Pétré-Grenouilleau. A propos de l'histoire, un long interview de Ali Moussa Lye fait le point sur l'Histoire générale de l'Afrique, initié par l'UNESCO, en 1968. Le but était de « désarmer » et de « décoloniser » une histoire africaine trop euro-centrée afin de montrer combien le continent était ouvert sur le monde avant la conquête européenne. Il rappelle que les historiens africains, auteurs de cette monumentale histoire en 8 volumes innovèrent en recourant aux archives orales, négligées au profit des archives écrites. Mais paradoxalement, il constate que cette histoire, véritable rupture, car revisitée et réécrite dans une perspective africaine, n'est toujours pas enseignée aux Africains qui étudient une histoire encore euro-centrée. Afin d'y remédier, une conférence régionale s'est déroulée, à Tripoli, du 10 au 17 juin 2010 pour trouver les modalités d'élaboration de contenus communs destinés à être intégrés dans les pro-

grammes scolaires primaires et secondaires des pays membres de l'UA. Une seconde partie survole les « ressources et économie » avec un rappel par des cartes et tableaux des ressources naturelles, les ports et les migrations clandestines de l'Afrique de l'ouest. Un accent est mis sur le Cameroun, pivot en matière alimentaire du golfe de Guinée.

La troisième partie, sur la géopolitique, comporte un article fort innovant sur les interventions militaires. L'auteur se demande s'il ne serait pas pertinent de revoir la grille de lecture à propos des coups d'état, en sortant de la lecture du droit au profit d'un décryptage plutôt moral et politique. En un mot, parler de l'émergence d'un devoir d'ingérence militaire lors de circonstances graves où les médiations ne parviennent pas à dénouer les crises politiques graves. Certaines interventions seraient donc « justes ». Les deux dernières parties font le point sur la géostratégie avec un entretien consacré à l'AFRICOM et sur les points chauds et les défis avec un article sur les enjeux de la sécurisation des lacs dans la région du golfe de Guinée.

Un numéro à lire.

**Martine Cuttier** ■



## Vu à la télévision

### AFRIQUE(S), UNE AUTRE HISTOIRE DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE

À propos du documentaire  
d'Elikia M'Bokolo diffusé sur France 5

La série documentaire proposée par France 5 « Afrique(s) une autre histoire du XX siècle » fut pendant quatre semaines un long enseignement donné magistralement par l'historien Elikia M'Bokolo et ses collaborateurs.

Depuis la constitution des grands

empires coloniaux, britannique, allemand, portugais, français, jusqu'à nos jours, en passant par la décennie 1956-1966, où une vingtaine de colonies africaines accèdent à l'indépendance, ce remarquable documentaire revisite l'histoire du continent africain en laissant d'abord la parole

aux africains témoins de ces bouleversements historiques.

Après toutes les histoires de l'Afrique, et les nombreuses monographies de chaque pays colonisé écrites et diffusées par les universitaires, les aventuriers, les administrateurs ou les religieux occidentaux, les témoins appelés à la barre de l'histoire sont les acteurs africains, eux-mêmes, de ce changement considérable de statut, de vie et d'avenir. Que ce soit Alpha Konaré pour le Mali, Julius Nyeréré pour le Tanganika ou Zinzou, Abdou Diouf, Nelson Mandela, leurs récits et témoignages d'acteurs africains de la décolonisation, font de cette remarquable épopée historique un document d'exception.

On ouvre les archives coloniales, on revient à l'évolution du monde après 1945, à la création de l'ONU, au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. On fait appel aux leaders

syndicalistes, aux intellectuels épris de négritude. On écoute et on voit un exceptionnel travail de synthèse historique sur ce continent.

Abstraction n'est pas faite des difficultés, des guerres, des massacres, 180 coups d'état depuis les indépendances. L'armée, seul corps constitué, se porte garante de la continuité de la république après le renversement des dirigeants tyranniques, incompetents ou corrompus.

Dans cette Afrique découpée en états coloniaux au Congrès de Berlin, les revendications ethniques souvent réprimées dans le sang deviennent les mots d'ordre de leaders charismatiques pour la création de parti uniques.

Abdou Diouf, trois fois élu président du Sénégal, interlocuteur privilégié de M'Bokolo, se définissait « sénégalais, humaniste, démocrate, enraciné dans la négritude, mais

ouvert par la francophonie à toutes les cultures du monde ». Nous sommes bien loin de l'ethnisme et de la recherche d'identité nationale qui conduiront le Rwanda dans le dernier génocide du XX<sup>e</sup> siècle.

En dernière partie de ce documentaire, après le récit de la fin de l'apartheid en Afrique du Sud et l'élection triomphale de Mandela, les problèmes sociaux et économiques sont trop brièvement analysés. Mais d'autres documentaires de cette qualité peuvent être mis en chantier, après cette remarquable démonstration sur l'évolution des histoires de l'Afrique

**Michel Cuingnet** ■

*NB: cette émission vient de paraître en 3 DVD*



Elikia  
M'BOKOLO



## Vu au cinéma

### **HORS LA LOI** de Rachid Bouchareb

Quatre ans après « Indigènes » qui avait été salué à Cannes par un prix d'interprétation collectif, Rachid Bouchareb raconte, avec les mêmes acteurs, l'histoire de trois frères qui, arrêtés pour activisme après les événements de Sétif de 1945, vont suivre des chemins différents : l'un Messaoud (Zem), soldat de l'armée française, combattra en Indochine, l'autre, Saïd (Jamel Debbouze), s'installe d'abord dans un bidonville de Nanterre puis s'adonne, à Pigalle, à diverses magouilles ; le troisième (Boudjila), après avoir croupi quelques années à la prison de la Santé, confirme son engagement avec le FLN. Tous

trois restent liés par l'amour de leur mère demeurée au pays.

Bouchareb suit le parcours des trois frères jusqu'à l'indépendance, en 1962, où ils se retrouvent face aux mêmes pressions de leurs compatriotes, aux mêmes excès des polices et aux menées des jusqu'au-boutistes de tous bords. Partant des « massacres de Sétif » sujet, qui, même s'il est rapidement traité, se situe encore au cœur de toutes les polémiques actuelles, « Hors la loi » ne pouvait recevoir un accueil aussi chaleureux qu'« Indigènes ». Plus proche de nous, il est aussi davantage sujet à controverses. Il montre pourtant de manière très subtile toutes les contradictions et affrontements qui rythment les relations entre les trois frères. A travers l'ambivalence du mi-



lieu familial, Bouchareb fait ressentir toutes les difficultés qui sont celles de l'Algérie et de ses relations avec la France dans les années qui suivront.

**Bernard Laffitte** ■

## DES HOMMES ET DES DIEUX



AROM avait annoncé ce film dans son bulletin précédent de juin (n° 21, page 16). Cinquième long métrage du réalisateur Xavier BEAUVOIS, il vient d'obtenir le Grand prix du Jury du 63<sup>e</sup> festival de Cannes avec un quart d'heure d'applaudissements. Il est sorti en salle le 8 septembre. Il est inspiré du tragique assassinat des moines trappistes de Tibhirine qui avait fait l'objet d'une émission d'investigation fort bien montée de BFM TV le 18 mai dernier.

On comprend mieux aujourd'hui les raisons du succès de ce film qui, même pour quelqu'un qui n'a pas trop suivi le drame qui l'a inspiré, se trouve pris par la beauté et la qualité de cette réalisation. Il fera date dans l'histoire du cinéma non seulement parce qu'il a déjà connu trois millions d'entrées, mais parce qu'il s'agit d'un véritable chef d'œuvre cinématographique auquel rares sont ceux qui peuvent rester insensibles.

Le script est simple, l'histoire de moines trappistes présents depuis cent trente ans dans un monastère de Kabylie, qui ont toujours vécu en symbiose avec la population musulmane et qu'un groupe de guérilla qui tient le pays, à moins que ce ne soit le gouvernement, voudraient voir partir par idéologie ou par commodité. Leur hiérarchie et les autorités, algériennes ou françaises, tout en leur apportant parfois quelque aide, ne peuvent que les inciter à quitter les lieux. Au fur et à mesure que la

pression terroriste s'accroît et que les incidents se multiplient, ils se trouvent confrontés à la raison même de leur engagement religieux. Tous ensemble et pour des raisons parfois banales, car humaines, ils se rallieront à la position de leur prieur de rester, jusqu'à choisir le martyr pour témoigner de leur foi.

Tout en donnant « l'écho d'une relation douloureuse avec l'Algérie », ce film, dans lequel les catholiques se reconnaissent, mais qui est tout sauf militant, touche aussi bien les croyants qui se demandent s'ils seraient capables d'un tel sacrifice, que les non-croyants en raison de sa beauté et de l'atmosphère dans lequel il baigne. Paysages, chants, scènes de la vie de tous les jours où inspirées avec plus de lenteur de l'iconographie chrétienne sont là pour émouvoir. Deux mentions particulières : les deux dernières scènes du film, avec « la fête » autour de Tchaïkovski et la montée dans le brouillard feront date je crois dans l'histoire du cinéma avec leurs charges émotionnelles et épurées comme elles le sont d'une marche consentie vers la mort.

Le personnage clef, joué par Michael Lonsdale qui s'inscrit dans les équilibres du monastère et dans ses relations de disponibilité de soignant à l'écoute des attentes du village. On imaginerait bien des écoles de cinéma en faire un symbole d'acteur inspiré. Lambert Wilson, qui interprète le prieur, le père Chergé, se trouve pour sa part comme transfiguré par la foi dans cette composition difficile. Les autres acteurs sont tout aussi émouvants.

Comme l'écrit Jean Sévilla dans le Figaro Magazine du 16 octobre dont nous empruntons la couverture : « le film de Xavier Beauvois s'inscrit à contre-courant de notre époque. En un temps où l'argent est roi, il met en scène des pauvres. En un temps où le bruit envahit tout, il procure une cure de silence. En un temps où le monde va de plus en plus vite, il n'est que lent. En un temps où la violence se banalise, il rappelle les vertus de la paix. Le don, la gratuité, le sacrifice,

la noblesse, la contemplation et en plus le sourire. Ces valeurs semblent oubliées. Des hommes et des dieux fait recette.»

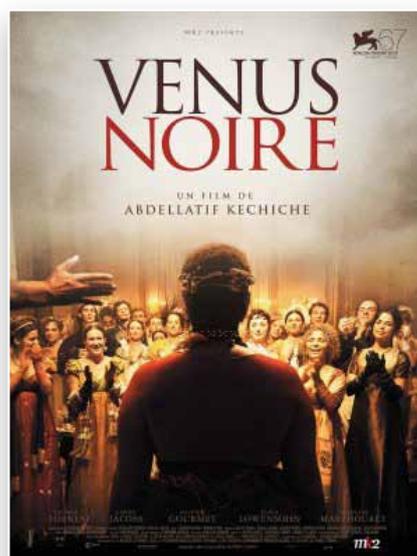
**Florelle Chapelle**

Réalisation : Xavier BEAUVOIS - Scénario : Etienne COMAR - Interprétation : Lambert Wilson, Michael Lonsdale, Olivier Rebouardin, Philippe Laudenbach, Farid Larbi, Sabrina Ouazana - Production : Armada Films, Why Not productions.

Film disponible en DVD le 23/02/11, durée : 2h

## VÉNUS NOIRE

d'Abdellatif Kechiche



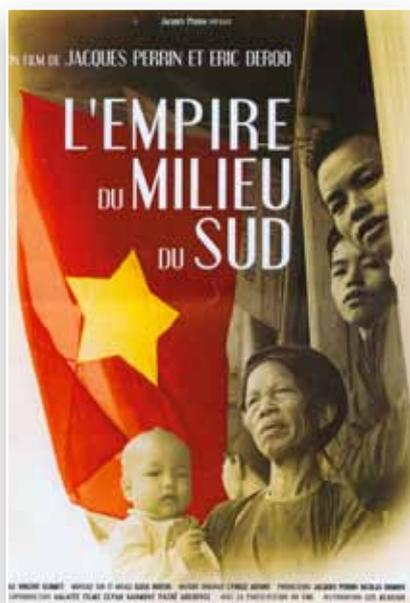
O combien plus rude fut le chemin de croix de cette femme, ne nous cachant rien de l'abjection des hommes qui l'approchèrent, des bas-fonds de Londres aux salons du second Empire ou pire, sans doute, aux savants racistes du Muséum d'histoire naturelle. Film de trognes, de voyeurs, de pervers, relatant, au fil de rares éclairs de compassion, l'histoire d'une Hot-tentote au corps difforme acceptant de jouer, en des lieux bruyants et glauques, le rôle d'ours à voir et à toucher, acceptant même, lors d'une scène-clé du film de revendiquer ce qu'elle n'est pas, au détriment d'une liberté qui s'offrirait.

Film excessif, parfois, en ses scènes et gros plans répétitifs, éprouvant, souvent, admirable, pourtant, sur

les rapports d'humiliation Europe-Afrique qu'accompagne une actrice débutante, cubaine d'origine, parfaite de résignation douloureuse et de révoltes dignes. Film qui ne pouvait plus clairement se clore venant d'une Afrique du Sud, elle-même libérée de ses propres maux et qui obtint de Paris en 2002 la restitution des reliques de Saastrie Baartman et l'entrée de sa mémoire dans l'Histoire du continent. La critique a salué presque unanimement la qualité de ce film impressionnant qui fait classer définitivement Kechiche parmi les réalisateurs qui comptent

Jean Paul Martin ■

## L'EMPIRE DU MILIEU DU SUD



Ce film de 86 minutes en couleur et noir et blanc, de Jacques Perrin et Eric Deroo, sorti en salle le 24 novembre, a été présenté en avant première à plusieurs groupes d'invités et notamment, à l'École militaire, à un parterre d'officiers supérieurs, souvent anciens d'Indochine qui ne pouvaient qu'apprécier l'originalité du synopsis, la qualité du montage, les magnifiques images et la poésie de cette réalisation.

« L'empire du milieu du sud » retrace, à partir de milliers d'images d'archives ou d'actualité, de paix ou de guerre, le contexte géographique et historique dans lequel s'est déroulée, depuis deux mille ans, la progression chinoise vers la péninsule indochinoise jusqu'au Vietnam, qui n'a fait partie, lui, que pendant moins de cent ans, de l'Empire français.

La beauté des paysages à couper le souffle, le récit en off de la légende des rois Hung et de la complainte des âmes errantes de Nguyen Trai et les voix de Malraux ou de Marguerite Duras, l'alternance des scènes d'apocalypse de la guerre et de douceur des rizières, des éléphants ou des sampans, donnent à ce film, non seulement le caractère d'un témoignage historique, mais celui d'une œuvre d'art. On comprend mieux l'envoûtement et l'éternel regret de ceux qui ont servi en Indochine.

L'histoire de la guerre d'Indochine, qui sert de trame aux séquences documentaires et le drame qu'elle a représenté pour ceux qui en ont été les acteurs, ne sont évidemment pas occultés. Sur cette terre de rêve, le fourmillement des petits hommes verts face aux soldats français, le dénouement tragique de Dien Bien Phu, puis la défaite des américains en dépit de la supériorité de leur armement, sont là pour rappeler l'échec de l'Occident. Ces épisodes sont toutefois traités sans commentaires ni emphase superflus, on pourrait presque dire sans haine, comme si, avec le recul du temps, la désillusion de ceux qui se sont battus justifiait la maxime du vieux sage du début selon laquelle « la vie humaine n'est rien d'autre qu'un lieu de passage ».

Raymond Césaire ■

Réalisation : Jacques Perrin et Eric Deroo

Montage : Vincent Schmitt

Montage son et mixage: Katia Boutin

Musique originale :Cyrille Aufort,

Producteurs : Jacques Perrin et Nicolas Dumont

Une coproduction Galatée Films, ECPAD, Gaumont

Pathé Archives avec la participation du CNC.

## BENDA BILILI!

documentaire français de Renaud Barret et Florent de la Tullaye -1h.25

...ou l'étonnante ascension d'un groupe de musiciens, en majorité d'handicaps graves, repérés dans un Kinshasa dévasté et de misère extrême, et qui anime, pour finir, une triomphale tournée dans les pays du Nord.



Des fauteuils roulants de polios ignorés mais toniques à l'échange d'Oslo avec l'épouse de l'ambassadeur d'Argentine, d'un très stupéfiant match de football aux propos surréalistes de deux gamins sur les avantages et travers supposés de l'Eldorado européen, de la voix chaude de Rocky, le «Président du staff» au monocorde du jeune Roger fait d'une corde, d'une boîte de conserve et d'une tige de bois, que d'émotions et de sourires.

Parfait symbole, à lui seul, que ce mono, de l'inventivité musicale de ces hommes dépourvus et de leur génie à créer, à partir de rien, eux qui n'étaient rien, des rythmes et des mélodies qui fascinent et rassemblent. Il a été dit que Benda Bilili n'était pas un grand film mais c'est, à coup sûr, un film qui, nous rappelant avec dignité et force ce qu'est le dénuement et l'énergie des faibles, nous livre une page de vie sur une désespérance pas toujours sans retour.

Jean Paul Martin ■



## Lu chez le libraire

### Un Défi pour l'Afrique

de Wangari Maathai  
aux éditions Héloïse d'Ormesson

**Prix Nobel de la Paix en 2004, pour « sa contribution en faveur du développement durable, de la démocratie et de la paix », kenyane, Wangari Maathai est enseignante en biologie après des études universitaires aux Etats-Unis, comme boursière de la fondation Kennedy, puis docteur vétérinaire de l'université de Nairobi. Wangari Maathai a fondé en 1977 le Mouvement de la Ceinture Verte, fut élue députée en 1997 puis devint ministre en 2003.**

Dans l'ouvrage « Un défi pour l'Afrique », l'auteure dénonce les nombreux maux politiques et économiques de l'Afrique depuis les indépendances mais présente aussi de nombreux remèdes et, un seul mot d'ordre : « lève-toi et marche » pour relever tous les défis.

Son ouvrage est agréable à lire, car pour faire passer ses idées et ses convictions, elle utilise la méthode africaine de la palabre, avec des digressions parfois plaisantes. Ainsi, le premier chapitre commence par un constat : une paysanne sur une colline, face à sa chambre d'hôtel à Yaoundé, creuse des sillons perpendiculaires, en suivant la pente, ce qui, dès les premières pluies, entrainera la terre arable encore disponible. La vue du travail de cette paysanne la conduit à rappeler l'obligation d'éduquer, de changer les modes culturelles traditionnelles, mais aussi de placer l'environnement au cœur de tout processus décisionnel du développement rural.

Ouvrage didactique qui analyse, en 14 chapitres bien définis, toutes les difficultés qui freinent le développement du continent africain mais présente également, pour son avenir, des solutions qu'il revient aux africains eux-mêmes de choisir.

Chaque thème de réflexion est l'objet d'un chapitre avec une idée-force, ainsi sur la situation politique de

certains états « le drame d'avoir fait confiance à des dirigeants qui dans leur grande majorité ne le méritaient pas », « les nouveaux Etats indépendants ne firent aucun effort pour changer les systèmes coloniaux conçus pour l'exploitation des ressources naturelles et humaines, au profit de métropoles occidentales ». L'auteure souligne la pénurie de « cerveaux » au moment des indépendances, elle revient sur l'histoire de l'Afrique et les maux de la colonisation et propose la reconstruction des trois piliers du tabouret africain traditionnel, à savoir :

- 1<sup>er</sup> pied : le rôle des communautés villageoises et l'espace des droits;
- 2<sup>e</sup> pied : la gestion durable des ressources naturelles et de façon équitable;
- 3<sup>e</sup> pied : les éléments de paix fondés sur le respect, la justice et la compassion.

Sur l'aide et le syndrome de la dépendance, elle af-

firme que le développement n'est pas qu'une question d'argent ; si c'était le cas l'Afrique aurait réglé ses problèmes depuis 1960, en effet 650 milliards de dollars ont été déversés sur le continent et pourtant des dizaines de milliers d'enfants meurent encore chaque année du paludisme. En Afrique, l'absence de décisions locales pour la mise en place de mesures préventives - contre les dangers des eaux stagnantes ou l'usage des moustiquaires- est la cause première des maladies endémiques.

Elle s'insurge contre la culture de la dépendance vis-à-vis de l'aide étrangère : on ne répare rien, on attend que les aides étrangères remplacent, les puits,

les pompes, les tracteurs etc... Wangari Maathai exhorte les africains à chercher par eux-mêmes les solutions à leurs problèmes. Elle critique les programmes d'aide d'urgence alimentaire qui envoient des grains sans mettre en place les investissements nécessaires à la mise en oeuvre de politiques agricoles susceptibles de remédier aux difficultés à venir.

La pauvreté et le syndrome de dépendance marquent encore trop la société africaine traditionnelle. La création du « Mouvement de la Ceinture Verte » avait pour ambition de partir de la base de la société vers la hiérarchie



politique. En s'appuyant sur les femmes pour lancer la révolution verte en leur faisant planter des arbres, elle voulait responsabiliser la communauté villageoise sur ses choix de développement, et lutter contre la passivité des dirigeants locaux en formant, au sein de coopératives, des producteurs agricoles responsables

Le manque de leaders en Afrique est vivement dénoncé dans cet ouvrage. L'auteure passe en revue la société kikouyou dont elle est issue pour en rappeler les structures sociales avant l'arrivée des européens et souhaite le retour aux règles de justice et d'équité de la société traditionnelle, « aujourd'hui plus un dirigeant reste au pouvoir plus il est victime de la pathologie du pouvoir ».

Comme tout au cours de l'ouvrage, l'auteure illustre d'exemples, parfois savoureux, le comportement des responsables actuels. Elle distingue entre les dirigeants africains, les « guépards », jeunes dynamiques, prêts à faire avancer l'Afrique, et les « hippopotames », membres indéboulonnables de l'ancienne génération, protégeant féroce­ment leur territoire... malheureusement « beaucoup d'hippopotames étaient hier des guépards »... et d'ajouter « les gouvernements africains ont besoin de perdre la face sur la scène internationale pour agir enfin seuls. Si les leaders africains savent ce qu'ils doivent faire, pourquoi ne sont-ils pas plus nombreux à passer à l'action ? »

L'Afrique est pauvre elle doit apprendre à protéger ses richesses minières, halieutiques, forestières. Rares sont les pays africains à avoir diversifié leur base économique vers l'autosuffisance alimentaire. Elle déclare devant la cupidité et la corruption « *l'honnêteté sera mon principal souci et ma grande priorité sera le peuple* ».

Puis elle aborde les problèmes culturels, dénonçant la période coloniale qui a diabolisé les cultures indigènes et les pratiques « primitives ». Elle juge sévèrement ce mépris de l'Occident pour l'homme africain. Il faut attendre 1993 pour entendre à Nairobi les excuses publiques de l'archevêque de Canterbury, au nom des missionnaires anglicans qui avaient condamné tous les aspects de la spiritualité et des traditions africaines. En 1995, le pape Jean-Paul II, à son tour, a présenté aux africains ses excuses pour les abus commis par les représentants de l'église catholique, reconnaissant que l'héritage africain n'est pas diabolique. Défi pour l'Afrique de lutter contre les clichés qui perdurent dans le subconscient des occidentaux.

Dans un chapitre spécifique, elle aborde le délicat problème foncier et la gestion de l'eau, rappelant qu'en Afrique du Sud, en 2005, 95% des terres sont aux mains de fermiers blancs, que sur tout le continent seuls

7% des terres arables sont irriguées et que la formation des paysans est une donnée prioritaire, concluant que les changements climatiques feront de l'Afrique la plus grande zone au monde de réfugiés.

Le chapitre suivant est consacré à la forêt, le taux de déforestation affiché par l'Afrique est le plus élevé du monde 0,5 % de ses forêts chaque année. Le Mouvement de la Ceinture Verte prévoit de planter 1 milliard d'arbres « car si nous perdons les forêts, nous perdons la bataille contre le changement climatique ».

Prix Nobel, cette distinction n'est pas, uniquement, un appel à faire de l'environnement le pivot du travail pour la paix, c'est l'occasion de rappeler au monde l'importance fondamentale des ressources naturelles pour notre survie. C'est aussi un message aux femmes africaines pour les encourager à développer leurs idées et leurs initiatives si souvent dédaignées par les responsables politiques et économiques.

Pour conclure en un mot, je dirai que ce livre est un remarquable chant d'espérance lancé aux africains par un prix Nobel de la paix, qui en exorde rappelle « nous partageons tous une seule et même planète et nous formons une seule et même humanité. »

**Michel Cuingnet** ■

## Le temps de l'Afrique

Jean-Michel Severino  
et Olivier Ray.  
Editions Odile Jacob, 2010



Le livre de Jean-Michel SEVERINO, ancien Directeur général de Agence Française de développement et Olivier Ray, chercheur au département de stratégie de cette Agence a le mérite de ne pas être trop encombré de chiffres et de statistiques et donc de pouvoir se lire facilement pour un profane. Il défend par ailleurs et avec beaucoup d'équanimité, une vision positive du devenir

de l'Afrique à laquelle on ne s'attendrait pas forcément chez un ancien Directeur du développement du ministère de la Coopération qui fut aussi l'un de ces experts si

facilement décriés de la Banque mondiale. Jean-Michel Severino donne trois raisons de la croissance rapide de l'Afrique que tous les économistes s'accordent à reconnaître depuis quelques années : l'ajustement structurel, tant décrié, mais qui a fini le plus souvent par porter ses fruits en matière de gestion ; les actifs très importants que détient l'Afrique en produits primaires du sol et du sous sol et en biodiversité dont les cours se sont redressés durablement ; le peuplement qui l'amènera à 2,3 milliards d'habitants en 2050 et la contraindra à une urbanisation encore plus rapide, source pour elle de nouveaux marchés.

Face à cette perspective optimiste des risques de décroissance existent : celui du retard pris par les institutions soumises à un ajustement structurel trop brutal ; la difficulté existant encore de créer de grands marchés régionaux intérieurs ; le prix des actifs qui ne sont pas inépuisables ; l'instabilité politique et les sources de conflit que représentent les déplacements de population et la possession de la terre ; enfin les changements éventuels de politique macroéconomiques.

Pour l'Europe et singulièrement la France, il faut se dire que l'Afrique, à notre porte avec ses 2 milliards d'habitants, se construira avec ou contre nous. Ce constat implique que nous ayons une vision différente de celle qui a conduit à considérer l'Afrique, il y a quelques années, à travers l'ajustement structurel, comme sous-performante et pauvre. Il faut se dire que l'Afrique est devenue un continent offrant de multiples opportunités et de formidables capacités de business dont ont pris conscience nos partenaires dans le monde, alors que nous en sommes toujours à une aide compassionnelle et charitable, qui n'a plus rien à voir avec ce qu'elle requiert. L'espoir de l'Europe devrait, comme le fait la Chine, venir du secteur privé, pour autant que nous parvenions à une gestion plus réaliste de flux migratoires que nous ne pourrions éviter.

**Raymond Césaire** ■

La présentation du livre de Jean-Michel Severino et le débat auquel elle a donné lieu peuvent être retrouvés dans le bulletin n°133 de septembre 2010 de la CADE

## L'Afrique n'attend pas

Hervé Bourges

Editions Actes Sud  
« Questions de société »

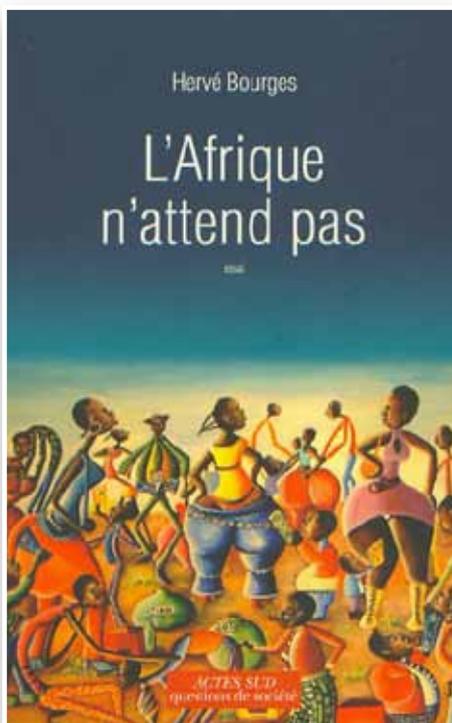
L'auteur démontre que le continent n'a pas attendu, qu'il est déjà parti, dans tous les domaines. C'est un petit livre (180 pages), qui touche à tout, dans un certain désordre, à l'image du foisonnement de tous ces démar-

rages artistiques, économiques, politiques à l'intérieur et à l'international. Pour « mettre au placard les fausses lucidités de l'afro-pessimisme bien pensant », il est retourné en Afrique et a repris la plume.

Journaliste, créateur des écoles africaines de journalisme, Hervé Bourges connaît l'Afrique pour y avoir travaillé et s'en être beaucoup occupé durant toute sa carrière. Il fut président des deux chaînes de télévision alors publiques, il est maintenant président du Comité permanent de la diversité à France Télévision. Il aime l'Afrique réelle, celle des sculpteurs, acteurs, des musiciens, qui sont aussi des hommes d'affaire, des femmes et de la mode, du NEPAD, de la croissance, des Lions d'Afrique selon le prévisionniste Alioune Sall, des élections dont la remise en cause est « un sport continental », des ré-

gimes démocratiques et des autres, du « numérique qui est en train de changer la vie des gens »..... Il ne donne pas de leçons. Mais, malgré la proximité linguistique, il constate et regrette que la France devient « musée » et « recule », tandis que les autres, la Chine, les pays émergents, avancent. Il énumère tout ce qui va bien, malgré tout ce qui freine. C'est agréable à lire, très instructif. Une brève chronologie et quelques mots de deux « français d'Afrique », le « sénéfrançais », et le « blédi », terminent ce livre.

**CADE Afrique demain** ■

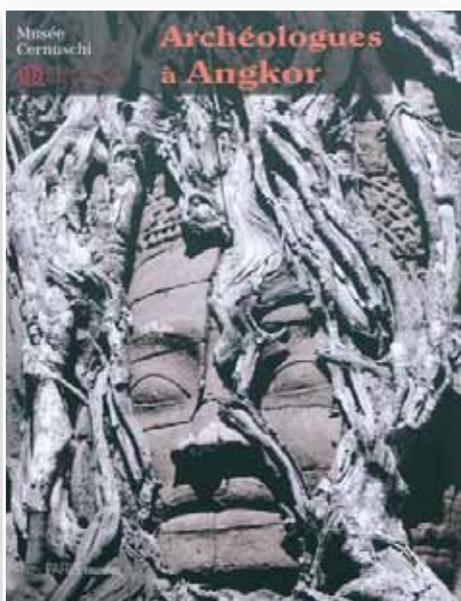


MUSÉE CERNUSCHI

# Archéologues à Angkor

Après quelques expositions mémorables présentées ces dernières années, « Splendeurs des courtisanes », « les Bouddhas de Shandong », le musée Cernuschi explore un nouveau domaine, le Cambodge, et le résultat est tout aussi réussi.

Puisant dans le fonds d'archives de l'Ecole française d'Extrême-Orient (plus de 30 000 clichés conservés à Paris), Gilles Béguin, directeur du musée, et Isabelle Pujol, commissaire de l'exposition, font revivre les travaux des archéologues qui se sont succédé sur le site d'Angkor depuis le début du XXe siècle. L'histoire est singulière et vaut la peine d'être contée. Contrairement à la légende, Angkor n'a jamais été une cité perdue. Des voyageurs portugais et espagnols y passèrent au XVIe siècle et les pèlerins khmers ou siamois n'ont jamais cessé de fréquenter les monastères bouddhiques construits sur les anciens temples hindous.



temples, établir les relevés, consolider les structures les plus fragiles.

Des générations de chercheurs, architectes, archéologues, historiens de l'art, philosophes, linguistes, ethnologues se succèdent, apportant une contribution essentielle à la connaissance de la culture khmère et à la restauration du site. L'un d'eux, l'architecte Henri Marchal dirigera les travaux de 1916 à 1933. De 1930 à 1935, il applique au temple de Banteay Srei la technique de l'anastylose expérimentée par les Hollandais sur les monuments de Java. Le monument est entièrement démonté et reconstruit sur des fondations stables.

Après les descriptions d'Henri Mouhot en 1863, l'expédition Doudart de Lagrée en 1867-1868 en rapporte les premiers plans et Fournereau de belles et romantiques aquarelles.

En 1907, l'école s'installe au Cambodge. Rebaptisée Ecole française d'Extrême-Orient le 20 janvier 1900, l'école est née deux ans auparavant sous le nom de Missions Archéologiques Permanentes, et est basée à Saïgon afin de remédier à l'état d'abandon des monuments anciens de l'Indochine. A Angkor la tâche est immense: débroussailler le site, créer des voies d'accès aux principaux monuments, collecter les fragments sculptés dispersés autour des

Ces techniques seront reprises par B.P. Groslier sur d'autres temples et en particulier au Baphuon dont le chantier, conduit par l'architecte Pascal Royère, est en phase d'achèvement.

Bien d'autres fortes personnalités marqueront ce siècle de travaux, interrompus, en 1975, par les événements dramatiques de la période des khmers rouges, et repris en 1990 avec le retour de Jacques Dumarçay.

C'est cette histoire et bien d'autres encore qu'évoquent les 108 clichés, souvent émouvants, toujours intéressants, commentés par des textes clairs et une présentation harmonieuse au musée Cernuschi.

Une histoire exemplaire de coopération scientifique franco-cambodgienne.

**Françoise Chappuis** ■



Musée Cernuschi :

7, avenue Velasquez Paris 8e

tel: 01 53 96 21 50

Jusqu'au 2 Janvier 2011 (fermé le lundi)

Catalogue Paris-musées-éditions Findakly

MUSEE DAPPER,  
du 10 novembre 2010 au 10 juillet 2011

# Angola

## Figures de pouvoir

*L'exposition, dont C. Falgayrettes-Leveau est la commissaire, comporte près de deux cents masques, statuettes et objets provenant de grands musées et de collections privées généralement, d'une bonne qualité artistique. Cette exposition, raisonnablement didactique, est accompagnée d'un beau catalogue, auquel B. Wastiau a apporté sa collaboration scientifique.*

L'Angola, dont le territoire fait deux fois et demie celui de la France et qui, au sud du Congo, s'étend sur plus de deux mille kilomètres de côte jusqu'à la Namibie, recelait déjà plusieurs royaumes et empires qui

commerçaient entre eux lorsqu'il a été découvert par le Portugais Diego Cao en 1482. La traite a été par la suite une autre raison de rencontrer les blancs jusqu'à la colonisation par le Portugal. L'histoire précoloniale de l'Angola, largement partagée avec ses voisins a laissé de nombreux symboles, masques, statues, signes de pouvoir et objets de la vie courante, en bois, en matières végétales, fer ou terre dont les artisans ont poursuivi la fabrication. L'exposition montre comment les liens entre les peuples de cette région ont contribué à constituer un très riche patrimoine artistique.

ont le pouvoir de jeter ou conjurer les mauvais sorts et les maladies. Les parures féminines, l'art funéraire, de grandes statues kongos et des symboles directement inspirés de l'influence chrétienne sur la côte complètent la présentation.

Sept assemblages du peintre angolais Antonio Ole présentés à l'entrée de l'exposition ne manquent pas de surprendre.

**Raymond Césaire** ■

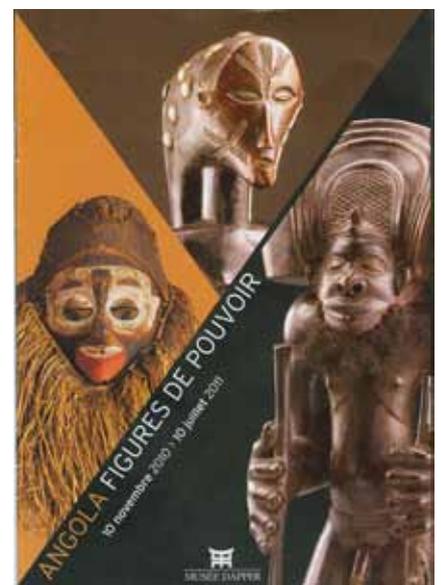
MUSEE DAPPER : 37, bis rue Paul Valéry 75116  
Tel : 01 45 00 91 75



1. Chokwe / ANGOLA  
Statuette représentant le héros mythique Chibinda Ilunga  
Bois (*Uapaca* sp.), cheveux et pigments. H. : 40 cm  
Musée de História Natural, Faculdade de Ciências, Porto  
Inv. n° 86-04-3  
© Archives Musée Dapper - Photo Hughes Dubois.

Après une courte présentation géographique, l'exposition s'ordonne autour de l'éducation par les masques et de nombreuses statuettes symbolisant le pouvoir politique ou spirituel. L'art chokwe, très caractéristique, est au cœur de cette présentation. Des sièges de toutes formes généralement cloutés de cuivre, haches et lances, correspondent eux à un art de cour. Une présentation spéciale est consacrée au héros mythique, Chibinda Hunga, au centre des cultes de cette région. Un couloir et des vitrines sont également réservés à la Mukanda, aire de la circoncision, à ses masques et à ses rites.

On trouvera à l'étage les grigris, nsikis et minsikis plus courants qui



# Le Synode des Evêques du Moyen-Orient

*Il faut d'abord rappeler que ce Synode, qui vient de s'achever à Rome, s'est fait à la demande pressante des évêques du Moyen-Orient, car de nos jours les Eglises chrétiennes orientales sont toutes menacées. Un fait majeur souvent occulté ou oublié doit être souligné, le Moyen-Orient est le berceau du christianisme. Dans le nord de l'Irak, la ville de Mossoul - ancienne Ninive - était chrétienne dès les premiers siècles, et l'influence de Nestorius, venu de Perse y a été déterminante pour la jeune chrétienté. Mossoul, ville chrétienne, a été conquise en 641 par les arabes musulmans.*

Aujourd'hui environ 20 millions de chrétiens, dont 5 millions de catholiques vivent en Irak, Iran, Turquie, Palestine, Syrie, Arménie, Ethiopie, Egypte, etc... Dans leurs assemblées ces chrétiens prient selon des rites et des liturgies différentes de la liturgie romaine, ils sont de rite syriaque, copte, arménien, chaldéen, etc..

167 évêques étaient réunis à Rome autour du Pape et l'incontournable question de vivre l'expression chrétienne avec l'islam politique n'a pas été éludée. Si l'affirmation de la tolérance est définie dans le Coran, il n'empêche que les chrétiens qui meurent en Arabie Saoudite ne sont pas autorisés - en tant que chrétiens - à y être enterrés, et les lois islamiques menacent de mort tout musulman qui se convertit à une autre religion.

L'archevêque de Mossoul (Irak) a dit « *Présents et actifs, ici, en Irak, bien avant l'Islam, les chrétiens se sentent indésirables dans leur propre terre, qui devient de plus en plus "dar el-islam" réservée. Voilà le chrétien oriental aujourd'hui condamné soit à la disparition soit à l'exil* ». Le conflit israélo-palestinien, comme aussi tous les mouvements fondamentalistes sont, pour partie, la cause de cette situation.

De très nombreux pères synodaux ont évoqué la dif-

ficulté pour les chrétiens des 22 églises orientales, qu'ils représentent, d'être considérés comme citoyens à part entière dans leur pays. Les chrétiens souvent premiers responsables des états et royaumes d'Asie Mineure ne sont aujourd'hui que tolérés, ils demandent une reconnaissance de leur identité de chrétiens et de pouvoir exercer leur religion en toute sécurité, tant à Mossoul qu'à Ephèse.

Il n'y a, peut-être, pas de possible dialogue avec l'islam - l'idée de Révélation est différente dans l'islam de celle enseignée par l'Eglise - mais les dialogues entre chrétiens et musulmans n'ont jamais cessé de nos jours comme à travers les siècles passés.

De nombreux évêques ont appelé à un renforcement des prérogatives des patriarches orientaux, notamment dans le cadre des nominations épiscopales. Les églises d'orient, dans leur diversité, ont montré au cours de ce synode leur profonde unité, mais aussi leur attachement aux structures hiérarchiques dans leur rite respectif et leur désir de travailler ensemble sur les choix théologiques et non politiques. Ils ont critiqué le centralisme romain et les institutions vaticanes avec l'observance de ses règles canoniques qui interdit à des prêtres mariés orientaux de prendre en charge les nombreuses

communautés chrétiennes d'orient réfugiées en Occident.

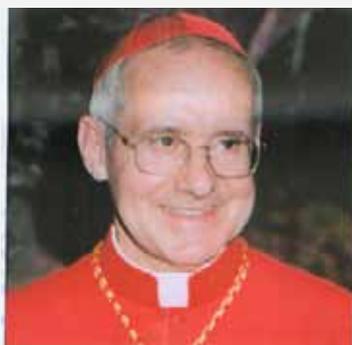
Vivre et grandir en chrétien en pays d'islam est aujourd'hui une gageure. En 1990 on comptait 20 000 chrétiens à Bethléem, on estime aujourd'hui à environ 10 000 les chrétiens arabes de ce lieu privilégié. Bientôt, au milieu de la lutte armée des palestiniens contre l'envahisseur israélien, ils quitteront la Terre Sainte. La fuite du pays en guerre est la source de la diaspora. Pourtant, dans la bande de Gaza on compte 2 000 élèves catholiques palestiniens vivant en harmonie avec leurs camarades musulmans; il y a environ 3 000 chrétiens palestiniens à Gaza parlant arabe, aidés par « l'Œuvre d'Orient ».

Le synode des évêques du Moyen-Orient a mis en évidence l'urgence d'apprendre à mieux connaître ce terreau de la théologie des Pères de l'Eglise du IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> siècles, à mieux comprendre les rites et liturgies différentes de l'organisation latine vaticane. ►



► J'ose, en manière de conclusion, faire une recommandation : apprenons l'échange avec ces Eglises d'Orient, avec ces chrétiens d'Egypte, coptes, qui ont aussi besoin du regard bienveillant du touriste occidental ; admirons les icônes, vestiges de la présence de communautés monastiques et de la foi chrétienne dans les églises troglodytes de Cappadoce et, si d'aventure, vous allez en Ethiopie, laissez-vous emporter par la splendeur d'un office chanté en guèze dans la cathédrale d'Adis- Abéba.

**Michel Cuingnet** ■



Notre compatriote, le Cardinal Jean-Louis TAURAN, ordonné prêtre en 1969 à Bordeaux, grand diplomate du Vatican, actuellement Président du Conseil pontifical pour le Dialogue interreligieux, a pris, à ce titre, une part active au synode aux côtés de Jean-Paul II. Il a reçu le 23 novembre, à l'occasion de la séance solennelle de rentrée universitaire, le titre de docteur Honoris causa de l'Institut Catholique de Paris. Concluant une série de remarquables discours, il a donné une magistrale leçon doctorale sur « *le dialogue interreligieux : dimensions d'une expérience* ».

## XIII<sup>e</sup> Sommet de la francophonie à Montreux



Le XIII<sup>e</sup> Sommet de la francophonie qui, précédé des habituelles réunions ministérielles et techniques, s'est déroulé du 22 au 24 octobre à Montreux, a connu un franc succès. La bonne organisation et l'hospitalité des hôtes suisses et de leur présidente y ont contribué.

Le Secrétaire général, M. Abdou Diouf a rendu compte dans son rapport des activités politiques et diplomatiques qu'il a menée au cours des deux dernières années et des actions de coopération réalisées par l'OIF, l'Assemblée parlementaire et les quatre agences que sont : l'Agence Universitaire de la Francophonie, TV5, l'Association Internationale des maires francophones et l'Université Senghor.

Quarante ans après sa création et dix ans après la déclaration de Bamako qui avait introduit la défense des droits de l'homme et la recherche de la paix dans sa mission, l'Organisation de la francophonie qui regroupe aujourd'hui 75 Etats ( 56 membres et 19 observateurs) a adopté une résolution en 47 points qui traduit bien toute l'actualité de ses préoccupations. La francophonie entend non seulement continuer à jouer un rôle dans les activités internationales auxquelles elle participe déjà, mais elle entend aussi peser sur celles qui se dessinent en matière de développement durable face aux défis de la sécurité alimentaire, des change-

ments climatiques, ou de la diversité biologique. La langue française, qu'il ne faut pas perdre de vue, doit relever les défis de la diversité et de l'éducation dans un monde globalisé. Un appel à la jeunesse est lancé en conclusion de cette déclaration.

Outre cette déclaration, une dizaine de résolutions ont été adoptées sur des sujets d'actualité. La France pour laquelle c'était l'une des dernières interventions de Bernard Kouchner en qualité de Ministre a annoncé par la voix de son Président, les priorités qui seraient les siennes au sein du G8 Et du G20 : la réforme du système monétaire et financier international face à l'instabilité des changes ; des mesures propres à lutter contre la volatilité des cours des matières agricoles et énergétiques; la réforme urgente des Nations Unies et du Conseil de sécurité ; les financements innovants pour atteindre les objectifs du millénaire.

A l'occasion du XIII<sup>e</sup> Sommet, M. Abdou Diouf Secrétaire général de la francophonie, a été réélu à l'unanimité à la tête de l'Organisation pour un mandat de cinq ans. Il a répondu par un mot chaleureux aux félicitations qu'AROM, dont il est Président d'honneur, lui avait adressées. ■

**Le XIV<sup>e</sup> Sommet se tiendra en 2012 à Kinshasa. Le Prix des cinq continents de la francophonie 2010 a été remis à l'auteure roumaine Liliana Lazar pour son livre «Terre des affranchis»**



# LE SOMMET EURO-AFRICAIN DE TRIPOLI

*Initié pour la première fois en 2000 au Caire, le Sommet Euro-africain qui avait tenu sa 2<sup>e</sup> réunion en 2007 à Lisbonne s'est déroulé les 29 et 30 novembre à Tripoli en présence des dirigeants ou représentants de 80 pays africains et européens. Outre le Président Kadhafi les principaux acteurs en étaient M Van Rompuy et M Barroso pour l'Union européenne et le Secrétaire général de l'Union africaine, M Jean Ping, pour l'Afrique.*

Initié pour la première fois en 2000 au Caire, le Sommet Euro-africain qui avait tenu sa 2<sup>e</sup> réunion en 2007 à Lisbonne s'est déroulé les 29 et 30 novembre à Tripoli en présence des dirigeants ou représentants de 80 pays africains et européens. Outre le Président Kadhafi les principaux acteurs en étaient M Van Rompuy et M Barroso pour l'Union européenne et le Secrétaire général de l'Union africaine, M Jean Ping, pour l'Afrique.

Le seul grand problème est celui des accords de partenariats que l'UE doit transformer en accords régionaux pour se conformer aux règles de l'OMC et qu'elle n'arrive pas à convaincre ses partenaires africains de signer. Ceux-ci craignent en effet, en ouvrant leur marché aux produits européens, de mettre en péril leurs économies fragiles et de voir disparaître les droits de douane, source de recettes officielles pour les Etats (et souvent d'avantages pour les gouvernants) Mais « hormis ces divergences, qui sont nettement moins importantes que celles constatées à Lisbonne (lors du sommet de 2007), on avance dans la bonne direction. « Il y a plus de souplesse de part et d'autre », a déclaré M. Ping.

Européens et Africains ont également adopté une nouvelle stratégie de partenariat pour relancer une coopération, en panne à l'heure où l'Afrique suscite l'intérêt croissant des géants de l'Asie, en particulier de la Chine.

L'Afrique s'est plainte du manque d'investissements européens, qui « ont systématiquement évité l'Afrique pour aller vers l'Asie », a déploré M. Ping. « Ce n'est pas la peine de critiquer la Chine qui ne vous a jamais empêchés de venir en Afrique », a-t-il dit. La Chine a massivement investi en Afrique, dans le pétrole, l'exploitation minière et l'industrie, tout en gagnant les cœurs et les esprits avec aides et prêts bonifiés.

M. Barroso a souligné de son côté que l'UE et ses Etats membres versent plus de la moitié de leur aide au déve-

loppement à l'Afrique. « J'appelle de tous mes vœux les pays riches à maintenir, voire à renforcer leur aide, mais il a toutefois estimé que « jamais un pays n'est passé d'une situation en développement à une situation de développé simplement avec l'aide », invitant les pays africains à prendre des mesures structurelles.

Dans la déclaration finale du sommet, l'UE réaffirme son engagement à consacrer 0,7% du PIB à l'aide au développement d'ici 2015, et « la mise à disposition prochaine de plus de 50 milliards d'euros dans le cadre de l'APD (aide publique pour le développement) ».

Sur le climat, autre sujet de discordance au cours de ce sommet, les pays africains ont rejeté une déclaration commune avec l'UE concernant le changement climatique, au moment où se tenait la conférence de Cancun (Mexique) sur ce thème.

Le sommet de Tripoli a abouti à l'adoption d'un plan d'action, qui définit les actions communes à mener avant le prochain sommet prévu à Bruxelles en 2013, selon la déclaration finale. Ce plan prévoit notamment « une coopération renforcée » dans les domaines de la sécurité, de la démocratie et des droits de l'Homme, ainsi que des efforts en vue de donner à l'Afrique plus de poids dans des institutions internationales telles que le G20.

Il préconise par ailleurs une meilleure intégration régionale et l'implication du secteur privé dans le partenariat euro-africain.

Mme Michèle Alliot-Marie et M. Henri de Raincourt ont représenté tous deux la France à la réunion de Tripoli, rappelant l'engagement qui avait été pris lors du Sommet de Nice des 31 mai et 1<sup>er</sup> juin, de porter les aspirations de l'Afrique au G8 et au G20. ■



Madame Michèle Alliot Marie, ministre d'Etat, ministre des Affaires Etrangères et Européennes



M Henri de Raincourt, ministre auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, chargé de la Coopération

Colloque Mairie de Paris, 29 octobre.

## Développement et coopération : quelles perspectives ?



Cinquantenaire, Agence française de développement (AFD), Institut des hautes Etudes Internationales du développement et Mairie de Paris

Jacques Toubon Secrétaire général du Cinquantenaire par un message, Dov Zera, directeur de l'AFD, Seybah Dargoma, adjointe au maire de Paris chargée de l'économie sociale et solidaire pour la Mairie de Paris, ont participé à l'ouverture de ce colloque auquel a pris part également Jérôme Peyrat.

Le Professeur Gilles Carbonnier, Directeur de la Revue

internationale de politique du développement a présidé la première session de ce colloque qui a fait l'histoire de la coopération depuis les indépendances avec Philippe Hugon, Bernard Véron, François Gaulme, Moustapha Diop et Olivier Ray co-auteur du livre sur « Le temps de l'Afrique »

Une seconde session intitulée : Coopération et développement : les anciennes puissances coloniales et les nouveaux venus présidée par Jean Bernard Véron rédacteur en chef d'«Afrique contemporaine » a étudié l'évolution de l'aide européenne, comparé les coopérations françaises, britanniques et néerlandaises, évoqué la coopération décentralisée ainsi que les nouveaux acteurs de la coopération.

Une table ronde présidée par Pierre Jacquet a évoqué les perspectives d'avenir avec Jean-François Bayart, Akuavi Marie-Elise Christina Gbedo, ancienne ministre du commerce du Bénin et Pierre Schapira, adjoint au maire chargé des relations internationales. ■

## Distinction de personnalités du cinquantenaire des indépendances africaines

27 novembre dans le cadre prestigieux de la Sorbonne pour marquer d'un point d'orgue les cérémonies du cinquantenaire. En effet, quatorze personnalités, qui avaient été sélectionnées dans chaque pays, puis par un jury franco africain présidé par Hervé Bourges, ont été invitées à Paris pour être distinguées, dans les disciplines les plus diverses, parmi les « personnalités du cinquantenaire ».

Parmi les lauréats figurent des médecins, des architectes, des enseignants, des chercheurs, des écrivains, des juristes, des cinéastes, des religieux, des chefs d'entreprise et des journalistes dont les actions individuelles témoignent d'un engagement personnel au service de la solidarité, de la francophonie et de valeurs humaines. Les Ambassadeurs des pays concernés ont été invités à la cérémonie.

Quatorze personnalités ont été également distinguées, venant des mêmes pays, par un prix des droits de l'homme en raison de leur contribution à la défense et à la promotion de valeurs éthiques dans quatre secteurs : économie, finance et bonne gouvernance ; université et recherche ; culture ; milieu professionnel.

Des témoignages de l'Ambassadeur Paul Blanc, Président de l'Académie des Sciences d'outre-mer, d'Albert Tévoédjré, d'Oumar Hamadou Dicko et d'Hervé Bourges ont ouvert la cérémonie et précédé une remise des prix au cours de laquelle chacun des 26 lauréats a pu faire part de son expérience et exprimer, souvent avec émotion, sa gratitude. Les discours de François Zimeray, Ambassadeur pour les droits de l'homme et de Jacques Toubon, infatigable Secrétaire général du cinquantenaire, sont venus clore une cérémonie qui s'est prolongée dans une atmosphère festive, jusqu'à ce que les nombreux invités se retrouvent dans les foyers pour une brillante réception.



La Sorbonne, le 27 novembre 2010

Une remise de prix, organisée conjointement par le secrétariat général du cinquantenaire et l'Académie des sciences d'outre-mer s'est déroulée le

Colloque des 2 et 3 décembre 2010

# De Gaulle et la décolonisation de l'Afrique francophone subsaharienne

*La Fondation Charles de Gaulle avait choisi d'organiser ce colloque dans un lieu symbolique, les locaux parisiens de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) au 2 avenue de l'Observatoire dans le 5ème arrondissement de Paris. Ces locaux, plusieurs fois rénovés, ont un caractère historique puisqu'ils étaient, au début du siècle dernier, ceux de l'Ecole coloniale puis, par la suite, de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer (ENFOM). Cette grande école a formé, jusque dans les années soixante, des promotions d'administrateurs, de magistrats ou d'inspecteurs du travail destinés à « servir », selon l'expression consacrée, dans notre empire colonial.*

**Bernard Boucault**, directeur de l'ENA et **Pierre Lefranc**, président de la Fondation Charles de Gaulle ont accueilli les participants en rappelant combien ces lieux et cette période de notre histoire avaient été importants pour notre République. L'ENA a repris la tradition d'une grande école ouverte sur le monde puisque c'est là que se déroulent toutes les formations spécialisées destinées aux élèves étrangers.

Le colloque a été divisé en trois temps, celui de la Communauté, présidé par **André Lewin** qui a permis d'évoquer, avec **Marc Michel**, la culture coloniale toute relative que pouvait avoir, dans l'entre-deux guerres, de Gaulle spécialiste de l'arme blindée, bien que sa promotion fut baptisée « Mauritanie ». Certes, il connaissait le rôle des généraux « proconsuls de l'empire » et la part qu'avaient prise les troupes coloniales dans la première guerre mondiale, mais il semble que ce soit Eboué et le gouverneur Laurencie qui, dès août 1940, l'aient convaincu et aidé le plus à établir une base stratégique en AEF. Après la conférence de Brazzaville et les indépendances a persisté le double mythe d'un de Gaulle père des indépendances et porteur d'un grand dessein pour l'Afrique auquel certains pays d'Afrique centrale auraient voulu se raccrocher, mais c'était trop tard.

Evoquant la mise en œuvre constitutionnelle de la communauté, **Didier Maus** souligne qu'il s'agissait d'un « transfert de civilisation » qui paraissait normal à l'époque. Pourquoi communauté ? Il semble que dans les débats entre fédération et confédération qui agitaient les parlementaires africains de l'époque (et peut-être parce qu'on négociait la CEE européenne) on se soit rallié à une proposition de Tsiranana qui ne répondait pas à une définition juridique.



Les deux referendums de 1958 aboutirent à une constitution qui a tenu jusqu'en 1995 bien que le dispositif institutionnel originel ait vite disparu. Les derniers mois de 1958 et le début de 1959 auront été marqués par une activité constitutionnelle et de nombreuses ordonnances traduisant une activité politique intense pour permettre notamment aux Etats africains d'être indépendants sans sortir de la communauté.

1-L'Ecole coloniale fut Inaugurée en 1895, Paul Dislère en fut le premier directeur, poste qu'occupèrent entre autres, Georges Hardy, Robert Delavignette et Paul Mus. Beaucoup d'universitaires y enseignèrent, Brunschwig, Perroux, Griaule, Senghor. Sur environ 5 000 qui y sont passés, une cinquantaine d'élèves firent une carrière politique, une dizaine furent ministres ou Secrétaires d'Etat et Pierre Messmer fut Premier ministre de 1972 à 1974. Illustrant leur attachement à de Gaulle, 42 d'entre eux furent compagnons de la libération. ▶

► **Pierre-Michel Durand** rappelle l'absence relative des Américains dans cette partie de l'Afrique jusqu'aux années soixante. Après, on a toujours le sentiment qu'ils font bande à part. Hervé Alphand apparaît comme un Ambassadeur « étonnant » à Washington. Le voyage de de Gaulle en soixante est marqué de nombreuses petites difficultés. Au cours de la campagne électorale de Kennedy la France est facilement mise en cause, mais le voyage officiel du couple en 1960 sera un grand succès. Les Américains n'éprouvent pas de sympathie pour le rôle joué par la France en Afrique et de Gaulle est « blessé » de ne pas avoir été convié à une conférence à Londres sur le Congo. En définitive, dans « l'obsession américaine », qui date de la guerre, il y a une part de réalité et une part de théâtre.

**Michel Aurillac**, confirme en « grand témoin », l'hostilité qui a toujours existé entre de Gaulle et Roosevelt. Il rappelle aussi que de Gaulle a été trompé par les Américains en 1944 à propos des Japonais, qu'ils ont laissés débarquer en Indochine, ce qui nous a coûté le désastre de Langson.

**Catherine Coquery-Vitdrovitch** rappelle le rôle qu'avait l'empire avant la guerre et pour Vichy. De Gaulle a su s'imposer très rapidement pour récupérer territorialement et idéologiquement cet empire. La 4<sup>e</sup> République fera apparaître le divorce entre l'idéologie impériale de l'Union française et la réalité des guerres coloniales, dont Sétif en 1945 et la rébellion malgache en 1947 constituent les prémices.

**Sabine Jansen**, vice-présidente du Comité d'histoire parlementaire et politique, a fait un portrait très émouvant de Jean Foyer qui, à l'origine civiliste, après avoir été au cabinet d'Houphouët Boigny s'est découvert une vocation pour l'Afrique. C'est lui qui a, sous l'autorité de Michel Debré, négocié tous les accords d'indépendance, comportant transferts de souveraineté et accords de coopération.

**Yves Guéna** « grand témoin » de cette période et qui était gouverneur de Côte d'Ivoire au moment de l'indépendance, a dit le travail législatif et administratif qui avait été réalisé pendant cette période par le trio Michel Debré, Jean Foyer et Raymond Janot qui, avec leurs équipes avaient mis en quelques mois en place tous les instruments nationaux et internationaux pour faire accéder les Etats à l'indépendance et présenter leur admission à l'ONU.

**Pascal Geneste**, Conservateur en chef des Archives nationales, a fait un portrait extrêmement original de **Jacques Foccart**, avec son physique à la Bernard Blier, aux origines plus simples qu'on ne le dit, mais dont la discrétion naturelle et le contact personnel qu'il avait avec le général de Gaulle ont alimenté tous les phantasmes et tous les mythes dont son action est restée entourée. Même après le départ du Général de Gaulle l'influence de Foccart a perduré dans toutes les sphères de l'Etat s'intéressant à l'Afrique. Le fonds d'archives du Secrétariat général à la communauté et aux affaires africaines et malgaches est le plus important que l'on puisse trouver sur cette période.

**Anna Konieczna**, jeune doctorante de l'IEP de Paris a parlé de Senghor, rappelant qu'il s'était abstenu lors de l'investiture du général et qu'il avait toujours rêvé d'une indépendance par étapes. De même

avait-il rêvé du maintien de la Fédération de l'Afrique de l'ouest dont Houphouët Boigny ne voulait pas. Il échoua aussi dans le maintien de la Fédération du Mali. Le Général avait pour lui toute la considération qu'il pouvait porter à un « intellectuel » franco-africain déjà reconnu.

La politique de Coopération qui fut examinée sous la Présidence de **Bernard Vinay**, fit l'objet d'un exposé d'**Alain Bry**, ancien chargé de mission à l'Elysée de 1964 à 1968 et qui fut de 1984 à 1988, Ambassadeur à Madagascar. Il regretta que ne soit pas mieux connue à travers un ouvrage général l'œuvre du Ministère de la coopération, opinion qui fut contestée au cours du débat.

Il rappela l'effort fait à l'époque en faveur de l'enseignement supérieur puisque 600 professeurs d'université se trouvaient à l'étranger en 1970.

**Yves Barroux**, directeur général des deux Instituts d'émission outre-mer a expliqué comment avait été créé en 1945 en accord avec le FMI, à partir de la zone franc et de la Caisse centrale de la France libre de 1941 (qui deviendra la Caisse centrale de coopération économique), le franc CFA dont la parité est garantie dans un compte d'opération du Trésor français. Le franc CFA a permis une stabilité monétaire pendant 56 ans de tous les pays appartenant à la zone que la Guinée quitta au moment de l'indépendance et quelques autres plus tard. Cette stabilité monétaire est enviée de tous les voisins au point que certains (Guinée équatoriale et Guinée Bissau) l'ont rejointe. La seule dévaluation fut celle de 1994. La nouvelle



parité s'établit à 655,957 francs CFA pour 1 euro. Les deux Instituts assurent l'émission et la gestion, par zones, des signes monétaires.

Les actions d'André Postel-Vinay, grand résistant décedé en 2007 ont été rappelées de même que celles des autres pionniers de la zone monétaire. Bernard Vinay a évoqué son expérience dans l'adhésion de la Guinée équatoriale et de la Guinée Bissau.

André Lewin diplomate, ancien Ambassadeur à Conakry, qui a été l'artisan de la reprise des relations avec ce pays et qui vient de passer brillamment une thèse d'Etat sur Sékou Touré, a livré quelques souvenirs et confidences sur le personnage, Janus aux deux visages qu'il aura même fait rencontrer à Foccart, avant la réconciliation générale de 1978 avec la France et ses voisins. Le poète de talent qu'il était, a fait un peu oublier aujourd'hui le camp Boiro.

Vincent Joly, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Rennes a donné un éclairage tout à fait intéressant sur la crise franco-malienne de 1961 avec Mo-

dibo Keita et l'Union soudanaise, l'échec de la fédération avec le Sénégal et les équilibres géopolitiques de ce pays. Il a rappelé le poids qu'avait toujours eu son puissant voisin, l'Algérie, dans la politique malienne.

Tony Chafer, professeur à l'Université de Portsmouth, a traité avec un œil étranger la décolonisation. Il explique par une analyse réaliste de la situation géopolitique de la France après la guerre, les événements intervenus entre 1946 et 1958 et le consensus des élites sur l'Afrique. De Gaulle dira, « la décolonisation, c'est notre intérêt, donc c'est notre politique » et Mitterrand, « sans l'Afrique, il n'y aura pas d'histoire de France au XXI<sup>e</sup> siècle ». Le contexte a néanmoins changé avec la fin de la guerre froide. Le problème qui se pose est de savoir si la France, qui se veut toujours une grande puissance, a encore la volonté, la capacité et les moyens de « prendre en charge l'Afrique ».

Les participants ont remercié et félicité **Philippe Oulmont**, grand organisateur de ce colloque. ■

### Table ronde « Une décolonisation réussie ? »

Cette table ronde dirigée par Maurice Vaïsse et qui regroupait, Jean Charbonnel, ancien Ministre de la Coopération, Henri Lopes, Ambassadeur du Congo en France et ancien premier ministre dans les années soixante, Louis Dauge, Ambassadeur de France et ancien Ambassadeur à Brazzaville, auxquels est venu se joindre Jacques Toubon, a clôturé très brillamment ce colloque.

Sur le sujet lui-même, Henri Lopes pense qu'on ne pourra voir le fruit de cette période qu'à la prochaine génération mais qu'en cinquante ans des Etats Nations se sont constitués. Jean Charbonnel estime que cette politique qui était associée dans l'esprit du général à l'autodétermination et à la place que devait avoir la France aux Nations Unies, aura été positive. En revanche, le Général était plus inquiet

sur les capacités de développement de l'Afrique.

Louis Dauge, qui a été reçu deux fois par le général lorsqu'il était en poste à Brazzaville, alors que le pays basculait vers le « socialisme scientifique » souligne le souci qu'avait de Gaulle de ses Ambassadeurs et, dans son cas, le refus qu'il soit « vilipendé », exigence qui se traduit par son rappel pendant six mois à Paris suivi d'un accueil très amical à son retour.

Jacques Toubon estime que le processus de décolonisation a été réussi si l'on se place sur le double plan des principes et de la politique, ainsi que de l'histoire longue entre la France et l'Afrique.

Maurice Vaïsse s'interroge sur le point de savoir si de Gaulle qui s'intéressait aux grands ensembles n'a pas été finalement déçu du résultat. Après cinquante ans on peut peut-être le regretter, mais l'art de de Gaulle aura été de rendre idéal ce qui était inévitable.

Henri Lopes, rappelle que la revendication initiale était la citoyenneté française. L'idée d'indépen-

dance faisait peur, sauf cependant pour les communistes ce qu'étaient tous plus ou moins les étudiants à Paris jusqu'à ce qu'ils comprennent que le PCF voulait un grand parti révolutionnaire mondial.

A propos des grands ensembles, la plupart des participants ont une opinion concordante sur le refus d'Houphouët qui s'est opposé dès l'origine à l'idée de fédération. Jean Charbonnel se souvient d'une phrase quelque peu « acide » du général à son égard. Il rappelle que de Gaulle se voulait « bienveillant » à l'égard des Africains mais pas « complaisant ». Sur la France-Afrique et le « complexe de culpabilité » que la France a développé plus tard, les participants rappellent la dimension « culturelle » qu'avait la relation, et « l'affection » que portaient les Africains au Général. Lui-même, depuis juin 1940 leur avait accordé sa « confiance ». N'oublions pas, rappelle Jacques Toubon que Brazzaville devenait capitale de la France libre le 24 octobre 1940, le jour même où Pétain et Hitler se serraient la main à Montoire.

## Commémoration américaine des indépendances africaines ou la conquête des futures élites

*Alors que la France commémorait le cinquantenaire, des indépendances africaines en faisant participer, en présence des chefs d'Etat, des détachements des armées des ex-colonies devenues des Etats indépendants au défilé du 14 juillet, signe très symbolique puisque à l'époque coloniale, les tirailleurs et autres spahis défilaient déjà sur le champ de courses de Longchamp ou sur les Champs Elysées, le Président des Etats-Unis invitait de jeunes africains à la Maison Blanche. On peut se poser la question d'une telle commémoration par un Etat, lui-même ancienne colonie européenne qui n'a pas eu d'empire colonial à l'image des Européens.*

Le 3 août, le Président américain, originaire par son père du Kenya, une ex-colonie britannique, n'a pas invité les chefs de 14 Etats, mais les représentants de la jeune génération issus de la société civile africaine. L'hebdomadaire **Jeune Afrique**, dans son numéro 2587 du 8 au 14 août 2010 consacre un article à la réception, intitulé : « *Yes youth can !* ». Cette jeunesse, ce sont 115 jeunes leaders africains venus de 146 pays. Ils incarnent la relève, ils sont militants des droits de l'homme, écologistes, journalistes, entrepreneurs... Dans son discours, le Président Obama déclare compter sur la jeune génération pour promouvoir la « démocratie » et la « bonne gouvernance » ce que les jeunes gens pleins d'espoir et d'avenir de la génération de leurs grands-parents qui ont installé l'indépendance n'ont pas su faire, et ont même fait le contraire. Il renouvelle là son message d'Accra de juillet 2009. L'auteur de l'article

rappelle d'ailleurs que depuis son élection, le Président Obama n'a fait qu'un seul séjour sur le continent au Ghana et qu'il n'est toujours pas allé sur la terre de ses ancêtres.

Pour certains, cette initiative est un tournant. Une occasion pour le Président américain de promouvoir une politique de coopération et surtout d'aider à la constitution de réseaux entre jeunes leaders américains et africains afin d'aboutir à des partenariats.

Les Etats-Unis jouent la carte des futures élites. Et il n'y en a pas qu'en Afrique. Dans un article du 6/7 juin 2010, le quotidien le Monde consacrait une pleine page à « *Washington à la conquête du 9-3* ». A l'ambassade américaine à Paris comme en Afrique, un travail de repérage des leaders musulmans des pays occidentaux et surtout des responsables associatifs, éducateurs, élus locaux sans distinction de parti, d'artistes... est effectué. A Paris, ce travail revient à une employée française chargée de la société civile, mais l'ambassadeur n'hésite pas à se rendre dans les banlieues sensibles. Les plus prometteurs sont invités plusieurs semaines aux Etats-Unis. Ce n'est pas nouveau puisque Nicolas Sarkozy et François Fillon en ont bénéficié lorsqu'ils étaient trenaîtres. Un membre du bureau national du PS est parti, il y a 2 ans.

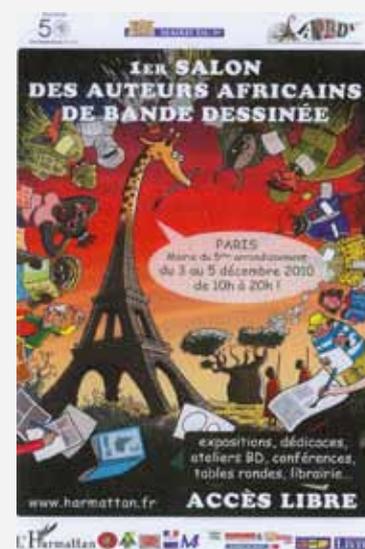
Les américains ne cherchent pas des leaders médiatiques mais des acteurs dynamiques issus des banlieues, qu'ils regardent comme un espoir et comme des acteurs potentiels de la France de demain car ils misent sur un changement sociodémographique en défaveur des élites françaises et blanches.

A méditer

**Martine Cuttier** ■

## Le 1<sup>er</sup> Salon des auteurs africains de bande dessinée

Inauguré par Jacques Toubon, présent dans toutes les disciplines et Jean Tibéri, le 1<sup>er</sup> Salon des auteurs africains de bande dessinée s'est déroulé du 3 au 5 décembre dans les salons de la mairie du Vème arrondissement. Ayant bénéficié d'une multitude de patronages dont l'Harmattan, il a traduit, à travers une série d'animations, l'extrême vitalité de la création africaine dans cette discipline à la fois littéraire et artistique. Venant au terme d'une série de commémorations très sérieuses, il aura apporté une note d'humour et de gaieté avant le froid de l'hiver. Il méritera d'être réédité.



## Au vietnam : une bataille franco-française

De Jean Jerusalem

Le numéro 21 d'AROM, daté de juin 2010, publie, côte à côte, page 26, un compte rendu sur une journée de « Souvenir des anciens d'Indochine à Dinan » et un scoop sur « La mort du dernier centurion : le général BIGEARD ». Cette juxtaposition me rappelle une anecdote vécue, en 1951, sur la frontière de Chine, en pays THAI. L'article de Paris Match cité, retraçait, sous la plume enthousiaste de SCHOENDOERFER, la brillante carrière du Général, en particulier son épopée indochinoise. Et c'est vrai que c'est au Vietnam que BIGEARD a forgé sa légende de baroudeur. On doit reconnaître que ses méthodes de combat, calquées sur celles de ses adversaires, unités légères, mobiles, attaques improbables de nuit, sous la pluie furent couronnées de fréquents succès. Elles tranchaient singulièrement sur la lourde stratégie, trop souvent statique, des unités traditionnelles.

Bref, BIGEARD était fier de sa réputation. Nous sommes donc à LAICHAU (en 1951), capitale de la Fédération Thai. TER SRAKISSOFF, ancien St Cyrien, compagnon de la Libération, est conseiller régional auprès du Président de la Fédération. Or, il apprend qu'un certain capitaine Bigeard, de retour d'une opération victorieuse en brousse, est allé directement rendre compte de son succès au Président DEO YAN LONG. TER SARKISSOFF, furieux, considère que le capitaine devait d'abord se présenter au principal représentant de la France : lui. C'est l'époque où le Général DE LATTRE de TASSIGNY est Haut

Commissaire en Indochine. Ter Sarkisoff l'a bien connu au camp de MIRANDA, Espagne, après leur évasion respective de France en 1943. Il est persuadé que le Haut Commissaire désapprouvera l'incartade du capitaine. Il envoie donc un télégramme demandant une sanction immédiate.

De LATTRE qui demande alors à l'armée des efforts supplémentaires, ne peut désavouer un officier réputé, pas plus qu'il ne peut maltraiter son représentant à Laïchau. Réponse : Ter Sarkisoff

et Bigeard sont tous les deux relevés de leurs fonctions. Ce qui n'a pas empêché, on le sait, vu l'urgence, Bigeard de revenir plus tard en pays Thaï, à la tête du 6<sup>e</sup> bataillon de Parachutistes, d'abord pour gagner en 1952 la bataille de NASAN, mais finalement pour perdre celle de DIEN BIEN PHU, en 1954.



## A propos des commémorations du cinquantenaire des indépendances africaines

De Martine Cuttier (docteur en histoire, spécialiste de la dimension militaire du fait colonial)

J'ai lu avec intérêt les différents articles du n°21 d'AROM. Si je partage totalement l'attitude consistant à rappeler la participation de la Force noire et des troupes coloniales à la geste militaire de la France impériale, aux combats sur le sol national lors des deux guerres mondiales et à ceux de la décolonisation, je suis plus réservée sur la façon dont on commémore la « fraternité des armes ». Il est probable que des soldats ayant défilé le 14 juillet sont les descendants des tirailleurs d'autrefois et il est exact que depuis les indépendances, la France continue à former des officiers des trois armées dans les écoles de formation initiale, les écoles d'application et l'école de guerre devenue le collège interarmées de défense (CID), en 1993 et peut-être prochainement rebaptisé Ecole de guerre. En rendant cet hommage légitime, il faut tout de même éviter de faire croire que les actuelles armées africaines sont les « héritières de la geste de leurs prédécesseurs » comme le fait Eric Deroo dans un entretien à Valeurs Actuelles, à propos des musées car, durant les cinquante années d'indépendance, nombre de ces armées furent prétoriennes et par là, déclassées au profit de gardes présidentielles. Je ne prendrai que l'exemple du Gabon où la Garde, création française, avait la haute main sur les munitions des trois armées. La seule force armée sérieuse étant la Garde. Hommage, oui, mais attention en se prétendant historien à ne pas évoquer des armées mythiques à propos de l'histoire des cinquante dernières années. Cette commémoration est une bonne occasion pour la France de marquer son influence à un moment où l'Afrique redevient un formidable enjeu stratégique mais, emportés par la passion, ne tombons pas dans la propagande, le corporatisme et gardons nous d'« instrumentaliser l'histoire » pour ne pas tomber dans le ridicule.

## A propos de l'émission de France 2 du 9 décembre sur la « Françafrique »

De nombreux membres d'AROM dont Pierre Troude, qui a envoyé un message à ce sujet, nous ont fait part de la gêne ressentie au cours de cette émission par l'interview de Maurice Delauney. Déjà visiblement très fatigué, puisqu'il devait décéder quelques mois plus tard, son témoignage, suivi d'images atroces du Biafra, s'apparente bien, selon notre adhérent, à « une opération de répulsion à priori convenue de la politique de la France en Afrique ».

## Académie des sciences d'Outre-mer



[www.academiedoutremer.fr](http://www.academiedoutremer.fr)

L'Académie a perdu au cours des derniers mois un certain nombre de ses membres, le général Compagnon et Pierre Vérin, grand spécialiste de Madagascar, qui était aussi membre d'AROM et dont la biographie est rappelée parmi les nécrologies de dernière page. Elle a installé de nouveaux membres dont le professeur Bernard Debré qu'Yves Guèna a reçu le 8 octobre au fauteuil de Pierre Messmer. Elle a enfin élu de nouveaux membres, le Dr Jean Delaneau au fauteuil du gouverneur Louis Sanmarco, le professeur Jean du Bois de Gaudusson au fauteuil de François Luchaire, Marc Aicardi de Saint Paul au fauteuil de Jacques Mullender et, comme correspondants, Albert Tévoedjre au siège d'Alfred Martin -Siegfried, Seydou Madani Sy à celui de Jean Jolly et Michel Boyer à celui de Jean-François Turenne.

L'Académie a tenu une importante table ronde à l'Unesco sur les ressources minérales des fosses abyssales et des écosystèmes qui leur sont associés. Elle a également largement participé aux activités du cinquante-naire des indépendances se trouvant représentée par son secrétaire perpétuel dans plusieurs commémorations et préparant surtout la grande cérémonie du 27 novembre qui a vu la remise de prix à la Sorbonne aux personnalités africaines de l'année dont il est rendu compte dans les pages précédentes.

L'Académie prépare pour le 17 décembre sa session de fin d'année et la remise de ses prix. Elle a prévu également, patronnée par le Ministère de l'éducation nationale, le Secrétariat général du cinquante-naire et en liaison avec l'association « Images et mémoires » une exposition iconographique intitulée « L'Afrique d'hier à demain, cinquante ans après les indépendances » qui sera présentée du 15 décembre au 30 janvier 2011, du lundi au samedi de 10 à 18 h (entrée libre) à l'Hôtel de ville d'Issy-les-Moulineaux.

## Coordination pour l'Afrique de demain (CADE)



[www.afrique-demain.org](http://www.afrique-demain.org)

### Calendrier des rencontres prévues

Ces rencontres se dérouleront toutes (sous réserve de vérification sur le site), à l'ENA, 2 avenue de l'Observatoire Paris 5<sup>e</sup> de 17h 45 à 19h 45.

**Jeudi 16/12/2010 17:45** Les entreprises africaines dans la globalisation

**Jeudi 13/01/2011 17:45** La décentralisation en Afrique

**Mercredi 09/02/2011 17:45** Diaspora et panafricanisme

**Mardi 08/03/2011 17:45** Quel marché du conseil à forte valeur ajoutée pour la consolidation des entreprises africaines ?

**Mercredi 06/04/2011 17:45** Femme et écriture

**Mercredi 11/05/2011 14:30** Synthèse du cycle «La capacité d'entreprendre en Afrique»

**Mercredi 15/06/2011 17:45** L'écriture de l'histoire

## Association Réalités et Relations internationales



[www.arri.fr](http://www.arri.fr)

L'association, qui lance une grande campagne de recrutement pour 2011, poursuivra ses activités par les manifestations suivantes :

**Conférence mercredi 12 janvier** de 17h30 à 19h au siège d'ARRI, 11 rue Nicolo 16<sup>e</sup> : « Mes rencontres avec des

hommes et des femmes d'Etat » avec Claude Moisy, ancien directeur général de l'AFP.

**Conférence lundi 17 janvier** de 18h à 20h à l'IPSEC 16/18 place du général Catroux Paris 17<sup>e</sup> « *L'Afrique noire est-elle maudite ?* » avec Moussa KONATE, écrivain.

**Conférence mardi 18 janvier** de 18h à 20h à l'IPSEC 16/18 place du Général Catroux Paris 17<sup>e</sup> « *La professionnalisation de l'armée de terre* » par le général d'armée Elrick IRASTORZA, chef d'état-major de l'armée de terre.

**Déjeuner-débat jeudi 20 janvier** de 12h45 à 14h45 au Cercle Mess de l'Ecole militaire, 1 place Joffre Paris 7<sup>e</sup> « *L'autorité des marchés financiers face aux réalités européennes et internationales* » avec Olivier POUPART LAFARGE, membre de l'AMF.

**Colloque du mardi 1er février** de 18h à 20h à l'Ambassade de Pologne, 57 rue Saint Dominique Paris 7<sup>e</sup> avec l'Institut Goethe sur « *20 ans de Triangle de Weimar : bilan et perspectives de la coopération franco-germano-polonaise* » avec SE Tomasz ORTOVSKY, ambassadeur de Pologne, Joachim UNLAUF, directeur de l'Institut Goethe Paris et Jean-Michel FAUVE, Président d'ARRI.

**Déjeuner-débat vendredi 4 février** au cercle Mess de l'Ecole militaire de 12h 45 à 14 h45 « *Une vraie gouvernance économique et financière pour l'Union européenne* » avec Pervenche BERES, Présidente de la commission de l'emploi et des affaires sociales du Parlement européen.

**Conférence du jeudi 10 février à l'IPSEC**, place du Général Catroux Paris 17<sup>e</sup> « *La coopération franco-allemande en matière de défense* » avec le Général (2S) Jean-Louis BRETTE.

**Jeudi 3 mars** de 17h 30 à 19h à la représentation du Parlement européen, 288 boulevard saint Germain Paris 7<sup>e</sup> : Observatoire de l'Europe avec Robert TOULEMON.

présentée du 15 décembre au 30 janvier 2011, en liaison avec l'Académie des sciences d'outre-mer à l'Hôtel de Ville d'Issy-les-Moulineaux. Daouda Gary-Toukara (I&M) chercheur post-doc, auteur de l'ouvrage « *Migrants soudanais maliens et conscience ivoirienne. Les étrangers en Côte d'Ivoire (1903-1980)* » Paris, L'Harmattan 2008 et Emeline Carric (I & M), titulaire d'un Master 2 en Aménagement du patrimoine naturel et culturel seront les Commissaires de cette exposition

I&M a également organisé l'exposition « *Bamako 1960* » qui se tient au Musée de Bamako jusqu'à la fin de l'année.

## ENFOM

Association des anciens élèves de l'Ecole Nationale de la France d'outre-mer



[enfom@wanadoo.fr](mailto:enfom@wanadoo.fr)

L'association, dont le vice-président, Jean Pierre Lacour, qui était aussi membre d'AROM est décédé le 3 octobre, a tenu son assemblée générale le 10 novembre. Ses membres ont participé en nombre aux cérémonies du 11 novembre et ils étaient 150 au traditionnel déjeuner qui les réunit. L'association a également pris part à la grande cérémonie du cinquantenaire du 27 novembre à la Sorbonne par la voix de Paul Blanc, vice-président d'AROM, qui préside l'Académie des Sciences d'outre-mer. Plusieurs membres de l'association étaient présents au colloque sur « de Gaulle et la décolonisation de l'Afrique francophone subsaharienne » et le nouveau président de l'association, Bernard Vinay, a présidé une des séances de ce colloque dont il est rendu compte dans les pages précédentes.

Un travail de concertation a été relancé par Jean Nemo, nouveau membre du Conseil d'administration, pour examiner avec Kevin Kiffer, élève de Simonis - obligé d'abandonner la présidence d'AMAROM pour cause de départ à l'étranger- ce qui peut être fait pour recueillir et sauvegarder les témoignages des anciens élèves de l'ENFOM après les indépendances.

L'association poursuit par ailleurs le projet d'appui culturel qu'elle a entamé dans la région de Ségou.

## IMAGES & MEMOIRES

[www.imagesetmemoires.com](http://www.imagesetmemoires.com)

# I & M

L'association a présenté l'exposition sur Binger, « *Afrique en noir et blanc* », au Mali et en Côte d'Ivoire. Elle a pris une

part active à la préparation de l'exposition « *Afrique d'hier à demain, cinquante ans après les indépendances* » qui sera

## In memoriam

### LOUIS RICHARD

Louis Richard, ingénieur agronome, docteur ingénieur, qui fit carrière pendant 42 ans à l'Institut de recherche sur le coton et les textiles, (IRCT) est décédé le 20 février 2010 à Sucy en Brie où il résidait. Grand spécialiste du coton, il avait acquis une renommée internationale en Afrique, Iran et Amérique latine. Il avait publié dans le bulletin n°15 d'AROM de juin 2008, au moment où l'on craignait des pénuries alimentaires dans les pays du sud, un article très remarqué sur « le développement agricole des savanes africaines » qui montrait comment on pouvait apporter, avec quelques procédés classiques de culture et de préservation des sols, des solutions durables aux problèmes d'alimentation comme de désertification des zones sahéliennes d'Afrique.

### JEAN-PIERRE LACOUR

Jean-Pierre Lacour est décédé brutalement le 3 octobre 2010 à Paris à 85 ans. Originaire de l'Ardèche il servit dans les Forces françaises libres (FFL) avant d'entrer en 1946 à l'Ecole Nationale de la France d'Outre-mer (ENFOM). Alternant des séjours outre-mer, Comores, Saint-Pierre et Miquelon, Congo, et à l'administration centrale, il repart des études à Oxford en 1959/60 avant de rentrer à l'Unesco puis d'être intégré au ministère de l'Education nationale.

Après avoir été Secrétaire général de l'Université de Dakar, il poursuivit sa carrière au CNRS et à l'ACCT, avant de terminer sa carrière en qualité de sous-directeur au ministère de l'Education Nationale. Homme d'une très grande culture, tout à la fois, discret, courtois et efficace, Jean-Pierre Lacour était le Vice Président très apprécié de l'association des anciens élèves de l'ENFOM à laquelle il apportait un concours actif depuis plusieurs années.

*Madame Jean-Pierre Lacour, 32 rue de Bièvre 75005 Paris*

### PIERRE VERIN

Pierre Vérin, ancien élève de l'Ecole Nationale de la France d'Outre-mer (ENFOM), est décédé le 15 juillet 2010 à 76 ans, quelques années après son frère jumeau, ancien professeur d'ophtalmologie à Bordeaux dont il était proche. Il était originaire des deux Sèvres et a été inhumé à Melle. Figure très originale de sa promotion (53), doté d'une forte personnalité, de capacités intellectuelles exceptionnelles et d'un humour décapant, il a passé les premières années de sa vie professionnelle à assouvir sa passion de Madagascar et de l'étude et la recherche sur des peuples premiers. Il a accumulé les titres et les diplômes, français et étrangers, passant notamment une année à Yale. Il s'était marié très jeune avec Juliette, d'origine malgache, avec laquelle il eut quatre enfants.

Il accéda aux plus hautes responsabilités universitaires à l'Institut National des Langues et Civilisations orientales (INALCO), puis en qualité de Président de l'Université du Pacifique. Il était jusqu'en 2008, le correspondant d'AROM à Papeete d'où il nous envoyait de truculents billets sur les palinodies de la politique locale. Membre de l'Académie des sciences d'outre-mer, ses publications sont nombreuses et font autorité sur Madagascar, dont il connaissait tout et enseignait la langue. Il était également familier et savant de l'Océan indien et de la Polynésie comme de la Nouvelle Calédonie.

*Madame Juliette Vérin. 7 rue Eclopgenet. Celles sur Belle. 79370 VITRE*

### CLAIRE GARREAU

Nous apprenons le décès de Claire Garreau, survenu le 24 novembre au Havre. Après le décès en 2006 de Pierre, son mari, elle avait continué à adhérer à AROM par fidélité à une carrière qu'ils avaient partagée outre-mer et à l'étranger, au souvenir qu'ils en avaient gardé et aux nombreux amis qu'ils s'y étaient faits. AROM adresse à ses enfants et petits enfants son amicale sympathie.





# arom

**amitié – réalité – outre-mer**



Faire connaître la réalité de l'Outre-Mer  
passée et présente



Renforcer l'amitié entre les jeunes  
de la Métropole et de l'Outre-Mer



Association déclarée le 12 mars 2003  
(JO du 3 avril 2003)  
Président : Raymond Césaire

**AROM c/o IPSEC**  
16/18 place du Général Catroux  
75848 Paris cedex 17  
Tél. : 01 56 21 18 62  
Fax : 01 56 21 18 99  
Mél : [arom@wanadoo.fr](mailto:arom@wanadoo.fr)  
[www.arom-asso.com](http://www.arom-asso.com)